

NUMÉRIQUE EN COMMUN[S] LA RÉUNION

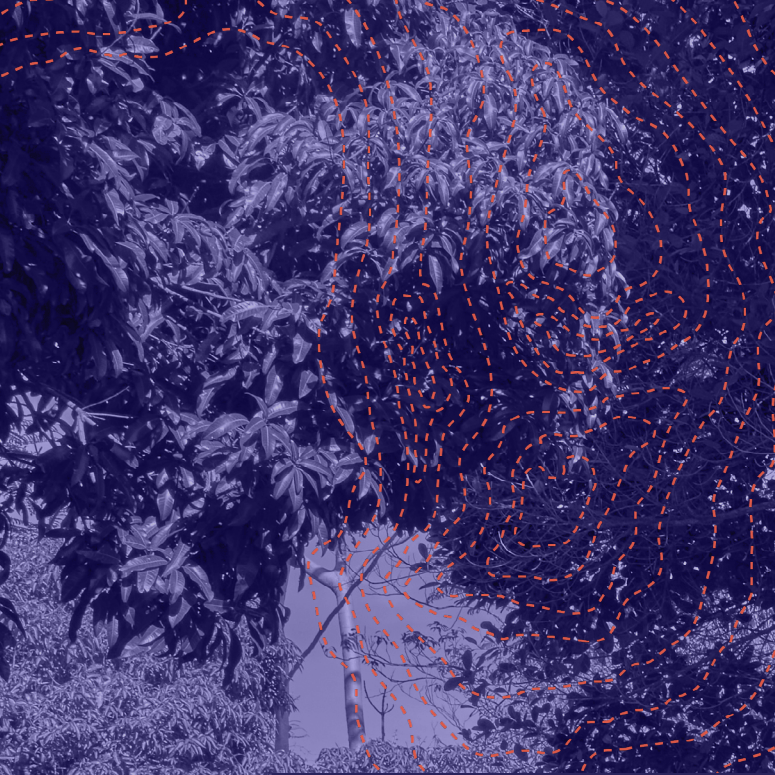
6 ET 7 DÉCEMBRE 2022

**L'inclusion numérique :
Levier économique, culturel et social ?**

**CINQUIÈME ÉDITION DES NEC 974
UN ANNIVERSAIRE ET DES PERSPECTIVES**

**LES CARNETS
NEC LOCAUX
HORS SÉRIE**

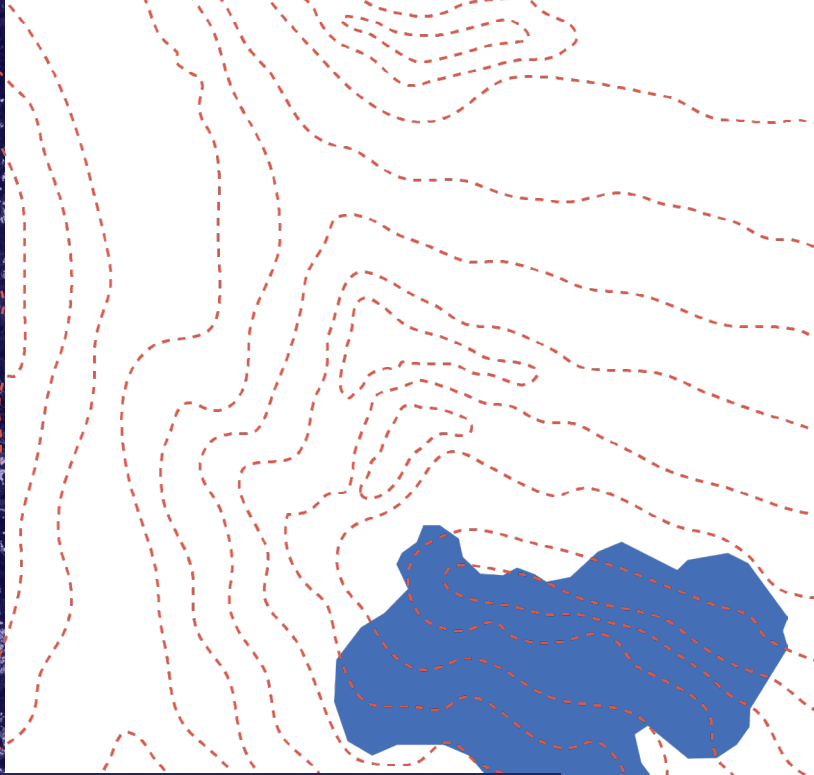
#5



Les événements Numérique en Commun[s] – NEC réunissent de larges communautés pour construire les outils partagés de l'inclusion numérique, penser les évolutions des usages numériques, structurer une gouvernance et des systèmes vertueux au service de l'intérêt général, des territoires et de celles et ceux qui y vivent.

Ils s'articulent autour d'une dynamique nationale et locale à travers des événements organisés partout en France tout au long de l'année et ce depuis 2018 par les divers actrices et acteurs qui luttent contre l'exclusion et pour la solidarité numérique, l'accès aux droits, les communs, l'insertion professionnelle et la diffusion d'une culture numérique ouverte, éthique et durable.

Depuis 2018, NEC national est porté par le Programme Société Numérique de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, la Société



Coopérative d'Intérêt Collectif La Mednum, et Futur Composé, filiale de Fréquence Écoles, l'association d'intérêt général ayant pour objectif l'éducation aux médias. À La Réunion, le NEC 974 est porté par Solidarnum, avec le soutien du Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement de La Réunion.

Le NEC 974 de l'année 2022 a eu lieu sur le site du centre de conférences du MOCA à Montgaillard, les 6 et 7 décembre, mis gracieusement à disposition par la Région Réunion.

En plein cœur d'un parc boisé de 13 hectares, à quelques minutes du centre-ville de Saint-Denis, le domaine du MOCA est un ancien domaine d'agrément qui a été réaménagé en un centre de séminaire, conjuguant le design contemporain épuré au charme d'un patrimoine historique classé.

POUR EN SAVOIR PLUS :

Rendez-vous sur le site internet :
www.numerique-en-communs.fr

[@NumeriqueEnCommuns](https://www.instagram.com/NumeriqueEnCommuns) 

[@NumEnCommuns](https://twitter.com/NumEnCommuns) 

ÉDITO

CINQ ANS DE NEC : LA RÉUNION LÉ LA !

Seul département de France à avoir organisé un événement tous les ans depuis 2018, en parallèle de l'événement national, La Réunion fête avec fierté en 2022 l'anniversaire de son NEC 974, porté par l'équipe de l'association Solidarnum et le Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement de La Réunion.

Le document que vous tenez entre vos mains est le Carnet de ce NEC 974 2022. Cette ressource / ce carnet sera versé sur « La Base »¹ comme une fiche de « Ressources produites lors des NEC locaux ».

Il s'agit d'un document qui témoigne à la fois d'une dynamique locale autour du numérique d'intérêt général, mais qui cherche également à rendre compte d'une enquête au long cours sur les conditions de déploiement d'un numérique éthique, durable et inclusif en France hexagonale et d'outre-mer.

Numérique en Commun[s] est un dispositif ouvert à toutes et à tous, mobilisable par toutes celles et ceux qui souhaitent créer un temps de réflexion et de travail en commun sur leur territoire. Il a donné naissance à plusieurs dizaines de NEC locaux organisés sur l'ensemble du territoire français, tous co-financés par le Programme Société Numérique de l'ANCT².

Les Carnets NEC visent à documenter l'ensemble de ces événements organisés partout en France. La compilation de ces carnets permet :

- ▶ d'avoir une connaissance plus fine des activités et stratégies en cours ;
- ▶ d'analyser à quelles conditions le numérique peut être considéré comme démocratique et relevant de l'intérêt général ;
- ▶ de mettre en évidence les bonnes pratiques dans chaque territoire, tout en incarnant les orientations prises par la stratégie nationale pour un numérique inclusif.

Bonne lecture !

L'équipe du carnet NEC de La Réunion

¹ Voir : <https://labase.anct.gouv.fr/base/60>

² Voir : <https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/societe-numerique-55>

LES ÉVÉNEMENTS NEC LOCAUX

en 2022



- > NEC NANTES : 2 et 3 mars 2022
- > NEC CHAMBÉRY : 1^{er} avril 2022
- > NEC DOUBS : 5 avril 2022
- > NEC PUY-DE-DÔME : 30 juin 2022
- > NEC ALLIER : septembre-novembre 2022
- > NEC LALOUVESC : 3 et 4 octobre 2022
- > NEC OCCITANIE : 4 octobre 2022
- > NEC MARTINIQUE : 4 au 7 octobre 2022
- > NEC DORDOGNE : 7 octobre 2022
- > NEC STRASBOURG : 10 octobre 2022
- > NEC SANTÉ : 18 octobre 2022
- > NEC VOSGES : 21 octobre 2022
- > NEC CENTRE-VAL-DE-LOIRE : 1^{er} décembre 2022
- > **NEC LA REUNION : 6 et 7 décembre 2022**
- > NEC VAULX-EN-VELIN : 9 décembre 2022

POUR EN SAVOIR PLUS :

Rendez-vous sur le site internet :
www.numerique-en-communs.fr

PARTENAIRES ET SPONSORS

L'ensemble des NEC est soutenu par l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT), à travers son programme « Société numérique » ; la Banque des Territoires, la coopérative La Mednum, qui fédère les actrices et acteurs de la médiation numérique.

NEC 974 2022, porté par Solidarum, est par ailleurs soutenu par le Ministère des Outre-mer, la Préfecture de La Réunion, la Région Réunion, Orange Réunion, la SPL Assistance à la Formation Professionnelle des Adultes à La Réunion (AFPAP) et l'Institut Régional des Sourds et Aveugles de Marseille (IRSAM).

L'accueil des participantes et participants a pu être réalisé grâce au concours de Promat, distributeur officiel du café Lavazza à La Réunion, des apprenantes et apprenants en CQP Ouvrier(e) qualifié(e) de fabrication en boulangerie, viennoiserie, pâtisserie à l'AFPAP, qui ont confectionné le petit-déjeuner, et par Carrefour qui a fourni les rafraîchissements.



agence nationale
de la cohésion
des territoires



SOCIÉTÉ
NUMÉRIQUE

LA-MEDNUM



BANQUE des
TERRITOIRES
GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS



Promat



LES ENSEIGNEMENTS CLÉS DU NEC 2022

- ▶ Besoin de davantage d'implication des collectivités, à l'image de ce que réalise la Région Réunion.
- ▶ Besoin d'un plus grand nombre de cofinancements, y compris venus du privé.
- ▶ Besoin de davantage de commanditaires pour les pass formations, à l'instar de ce que font la Région et Pôle emploi.
- ▶ Une opération de coopération régionale avec l'île Maurice servirait de pilote pour réussir l'inclusion de l'ensemble des Françaises et Français qui vivent à l'étranger.
- ▶ L'inclusion en matière de handicaps doit passer par une application de la Loi, y compris via des sanctions financières.

SOMMAIRE

- 03** Édito
- 08** Mot des organisateurs
- 10** Allocations d'ouverture
- 15** Quelle conseillère ou conseiller numérique pour demain ?
- 21** Les actions de la Région Réunion pour un numérique inclusif
- 25** Pass numérique : comment mobiliser les commanditaires ?
- 29** Inclusion numérique et coopération régionale dans l'océan Indien
- 33** Développement d'outils péi d'inclusion numérique à l'usage des médiateurs
- 39** La Réunion des tiers-lieux
- 46** Cartographie des financements par les financeurs
- 51** Utilité de la visibilité du réseau des structures d'inclusion
- 55** Base numérique du patrimoine
- 59** Réseau des France services à La Réunion
- 63** Inclusion numérique et handicap : l'évolution
- 69** Apport des travailleurs sociaux et services publics aux bénéficiaires
- 73** Certification, labellisation et valorisation des compétences
- 81** Inclusion et transition numériques chez les professionnels
- 85** Propositions pour un numérique inclusif
- 88** Le NEC en images

LE MOT DES ORGANISATEURS

DANIEL MEMBRIVES

Président de l'association SOLIDARNUM

Je suis particulièrement fier de vous présenter ce carnet sur la manifestation Numérique en Commun[s] – La Réunion de 2022 car c'est le résultat d'un véritable travail collectif.

Si j'ai rapidement positionné Solidar-num comme acteur de terrain et pour animer l'inclusion numérique à La Réunion et même au-delà, c'est que je suis persuadé que la numérisation de la société ne va pas attendre ni prendre en compte les exclus du numérique.

Il suffit de constater la stagnation de la forte proportion de la population encore mal à l'aise avec le numérique qui envahit sa vie quotidienne.

Il est important de souligner que l'inclusion numérique est un travail de longue haleine qui nécessite la participation de tous. Les pouvoirs publics, les entreprises, la société civile et les citoyens doivent travailler ensemble pour proposer des solutions qui permettent à tous de bénéficier des avantages du numérique.

Beaucoup d'acteurs s'y sont engagés lors de ce NEC 974, aux premiers rangs desquels se trouvent l'État, la Région Réunion, certaines collectivités locales, les éditeurs de services en ligne, les organismes de formation ou d'insertion et les structures de médiation numérique. Le secteur privé prend aussi conscience qu'il gagnera à participer à l'inclusion numérique de ses clients et partenaires.



Je remercie par avance ce mouvement grandissant qui va permettre de mutualiser des ressources humaines, techniques et financières locales pour le bénéfice de la population réunionnaise. Je remercie aussi pour leur accompagnement nos principaux partenaires nationaux comme la Mission Société Numérique, la Banque des Territoires et la coopérative La Mednum.

À la lecture de ce Carnet NEC 974 2022 apparaissent des réflexions, des propositions pour mener des actions structurées et des invitations en direction des absents et des empêchés de rejoindre l'aventure de Numérique en Commun[s].

En numérogie classique, le cinq est la mobilité, c'est-à-dire la liberté, le dynamisme et l'adaptabilité.

Cette cinquième édition de NEC 974 est donc symbolique pour les partenaires pionniers de 2018, car avec eux nous avons maintenu cette manifestation annuelle, y compris contre vents et marées en période sanitaire compliquée.

En conclusion, la manifestation NEC 974 2022 aura été un succès en termes de sensibilisation et de mobilisation des acteurs de la société sur les enjeux de l'inclusion numérique. Il est important de poursuivre ces efforts pour garantir que tous les citoyens de l'île de La Réunion puissent bénéficier des opportunités offertes par le numérique.

ROGER RAMCHETTY

Président du Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement de La Réunion



C'est toujours un grand plaisir d'accompagner Solidarnum dans la réalisation de cet événement. Notre compagnonnage est né dans les années quatre-vingt-dix, lors des Universités de la Communication de l'océan Indien.

À l'époque, les débats autour du numérique étaient houleux et sources de confrontations intellectuelles nécessaires pour en faire le meilleur usage au bénéfice de la société. Aujourd'hui les débats se sont apaisés, mais la question de l'accès pour tous et toutes demeure.

Cinq ans de NEC, ce n'est pas encore l'âge de raison, qui est à sept ans, mais globalement, c'est une belle progression ! La manifestation est toujours là et intéressante. Elle permet de constater la progression des moyens mis en œuvre pour réduire la rupture sur le numérique.

Nous sommes passés de la phase de grande découverte, d'innovations, aux usages pour le grand public. À partir de là, on ne peut qu'être satisfaits.

La numérisation n'a cessé de croître et ces technologies ont pour but principal de servir la société. Les outils numériques agissent sur notre cerveau. Plus particulièrement, nos jeunes se les approprient assez facilement car leur fonctionnement fait appel à l'intuition ; les plus âgés ont davantage de difficultés. Mais il ne faut laisser personne sur le bord de la route.

Reste la question du lien social. L'événement a consacré un atelier au travail sur les « outils péi¹ » et qui dit « outil péi », dit « kultur péi ». La culture et la langue doivent y trouver leur place. Si l'écrit reste un exercice difficile, le parler est très fréquent et important à La Réunion.

Naturellement, la langue créole sert pour communiquer sur ses sentiments, ses joies et ses difficultés dans la vie quotidienne. Cette langue doit donc trouver sa place sur le numérique et servir à son accompagnement. Je ne doute pas de la place qu'elle prendra dans l'édition 2023 !

¹ Mot de créole réunionnais signifiant le « pays » et par extension La Réunion



ALLOCUTIONS

AMÉLIA LAKRAFI

**Députée des Français de l'étranger,
circonscription Afrique océan indien**

« Je salue la démarche et l'engagement, à travers notamment le travail de coopération avec Maurice. C'est une bonne initiative que la coopération régionale du numérique, elle va servir de test pour accompagner les Français de l'étranger. Il y a beaucoup à faire, y compris à l'Assemblée nationale, en matière d'inclusion numérique ! »

NORMANE OMARJEE

**Vice-président en charge du Désenclavement
aérien, maritime et numérique**

« La Région a placé le désenclavement numérique au cœur de ses préoccupations. Il y a dans l'île 116 000 personnes illettrées, dont un jeune sur sept. Un quart des Réunionnais est en difficulté avec le numérique. Après le travail sur le maillage du territoire, nous devons faire mieux et plus pour la formation avec le déploiement du pass numérique. Le numérique est le faux nez des peurs de la société, le smartphone entraîne la baisse des compétences numériques. Nous agissons sans prendre les gens pour des consommateurs, finis les guichets et les chèques ! »



HERMANN SAMBENOUN

**Vice-Président
représentant le Président de la CINOR**

« La société se numérise et cette réalité oblige le citoyen à intégrer ces pratiques. Nous sommes très loin des promesses qu'elle offre car il persiste une fracture numérique et celle-ci provient aussi des ressources cognitives, culturelles. Il faut une approche globale et non restrictive de la médiation. Je salue le travail des maisons France services et le réseau de lecture numérique. »



JOAQUIN CESTER

Direction régionale des finances publiques

« Partenaire historique de Solidarnum, notamment dans la lutte contre l'illectronisme, la DRFIP est prescripteur de bons et mène une action en direction des usagers afin qu'ils bénéficient de leurs droits. »



D'OUVERTURE

JEAN-JACQUES TOMASINI

**Représentant le préfet de La Réunion,
Jérôme Filippini**

« L'État soutient aujourd'hui les collectivités, notamment à travers les maisons des services publics et le réseau des tiers-lieux. Il faut accompagner les fabriques de territoire et les manufactures de proximité. Il y a aujourd'hui 60 conseillers numériques, qui œuvrent pour l'inclusion numérique. »



SOPHIE ARZAL

**Vice-présidente du Conseil départemental
en charge de la jeunesse et de l'insertion**

« Solidarnum s'est dévouée à l'inclusion pleine et entière et je salue ce travail. Le Département a lancé un plan numérique dans les collèges pour les équiper avec la fibre. Ce plan accompagne la lutte contre le décrochage scolaire. Le Département a également inscrit un volet de lutte contre l'illectronisme en partenariat avec les clubs du troisième âge afin de coconstruire un projet. Le numérique favorise également l'inclusion culturelle avec l'iconothèque de l'océan Indien. »

ERICKA BAREIGTS

Maire de Saint-Denis

« Les NEC sont des rencontres nécessaires. Il y a une ambivalence des citoyens, pris entre un désir de numérique et une peur de celui-ci. Il faut également faire un constat : l'utilisation du numérique ne se décrète pas. L'innovation et la French Tech ont eu un effet levier pour le territoire, c'était un premier pas. Aujourd'hui, il faut aller dans les quartiers, dans l'hyperproximité, comme nous le faisons avec Solidarnum ou avec les bus d'accès au droit. »



OLIVIER SÉBASTIEN

Vice-président de l'Université de La Réunion

« Les défis que rencontre l'Université sont à l'échelle de ses 1 600 personnels et 19 000 étudiants. Il s'agit de contribuer à une formation alliant inclusion, pédagogie et innovation. Un travail est mené à travers la certification PIX, les éléments pédagogiques sont traités en amont afin de les rendre inclusifs. Nous avons, par exemple, mis en place un protocole de restitution des documents qui les rend accessibles à tous, y compris aux non voyants. »

« AMPLIFIER ET AIDER LES BONNES IDÉES ! »

GUILHEM PRADALIÉ

Directeur de La Mednum, coopérative des aidants numériques

Directeur depuis décembre 2021 de La Mednum, coopérative des aidants numériques, Guilhem Pradalié a fait le voyage pour accompagner le travail autour du NEC 974.

Quel est le rôle de La Mednum ?

Guilhem Pradalié : La Mednum réunit tous les acteurs de la médiation numérique pour permettre un travail commun. Notre adhérent à la Réunion est l'association Solidarnum.

Notre coopérative a été créée en 2017 par une quarantaine d'acteurs de l'inclusion numérique et l'État qui est devenu sociétaire. C'est la première Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) dans laquelle l'État investissait. Aujourd'hui, elle compte plus de 120 sociétaires et dispose d'une équipe de vingt personnes qui travaillent avec les Hubs.

Vous allez jouer un rôle dans le Conseil National de la Refondation ?

G.P. : Lors de l'édition du NEC national à Lens, le secrétaire d'État, Jean-Noël Barreau, a présenté la réécriture de la feuille de route consacrée au numérique.

Il y aura dans le Conseil National de la Refondation une partie sur le numérique du quotidien : inclusion, transformation du travail, apaisement des espaces en ligne. Nous avons la charge d'être rapporteur sur le premier thème, l'inclusion. Nous accompagnerons les travaux sur quatre axes : gouvernance, finances et modèles économiques ; parcours usagers et outillage des professionnels ; formation et structuration de la filière professionnelle ; données et évaluation de la politique publique.

Comment s'organise votre relation avec vos sociétaires ?

G.P. : Nous ne faisons pas de distinctions sur ce que nous apportons en fonction des territoires. Notre rôle est d'amplifier et d'aider les bonnes

« Quatre axes pour la Refondation : finances, gouvernances et modèles économiques, parcours des usagers, métiers et filières »



idées et notamment aider à déployer les bonnes pratiques. Je viens de participer à un atelier sur la cartographie des standards de données.

Plusieurs acteurs expliquaient le système des camions numériques à La Réunion et précisait, qu'ils ne sont pas coordonnés entre eux. Les camions sont une bonne idée. Nous allons voir avec les acteurs réunionnais s'il y a une étude à mener sur cette question et si nous pouvons aider à mettre en place des solutions.

Si la solution fonctionne, nous en ferons la promotion dans les autres territoires qui pourraient s'en inspirer.

« UN DÉFI AUSSI IMPORTANT QUE LA LUTTE CONTRE L'ILLETTRISME »

JEAN-JACQUES TOMASINI

Chargé de mission au sein du Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR)



Représentant le Préfet, lors du NEC 2022, Jean-Jacques Tomasini suit les dossiers consacrés au numérique, au tourisme et à la culture et revient sur l'action de l'État à La Réunion et les enjeux de l'inclusion.

Quel défi nous attend autour du numérique ?

Jean-Jacques TOMASINI :

L'inclusion numérique est un défi aussi important que l'est la lutte contre l'illettrisme. L'illettrisme est la difficulté ou l'incapacité de lire et d'écrire, l'illectronisme est l'incapacité ou la difficulté d'utiliser les technologies de l'information et de la communication (TIC).

Ces termes sont liés car l'accès aux TIC nécessite souvent des compétences de lecture et d'écriture, et l'accès à l'éducation et aux opportunités économiques nécessite des compétences en matière de TIC. Les personnes concernées peuvent avoir des difficultés à participer pleinement à la société. Il est donc important d'adresser ces deux problèmes pour favoriser l'inclusion numérique. C'est pourquoi il faut instruire les enfants, mais

également les adultes sur les usages du numérique. La phase de consultation de la Stratégie nationale pour un numérique inclusif a souligné l'importance de la sécurisation juridique de l'ensemble des aidants numériques tant pour orienter et accompagner les usagers en difficulté que pour les aider à effectuer leurs démarches administratives. Nous avons permis le recrutement de conseillers numériques mis à disposition des structures associatives et des collectivités.

Ce plan a été reconduit pour une nouvelle durée de trois ans, en proposant progressivement aux collectivités et associations de prendre le relais. Il a fallu aller plus loin dans la sécurisation du professionnel comme de l'utilisateur avec le dispo-

sitif « Aidants Connect ». Il permet un suivi des actions réalisées sur le compte de la personne, à destination des usagers et des autorités administratives compétentes, et une protection du professionnel déclarant comme de la personne accompagnée en cas d'erreur. L'enjeu est d'empêcher l'utilisation par un tiers de l'identité numérique d'une personne en difficulté.

Avec la Région Réunion, nous avons mis en place un système de pass numériques, qui permet d'accéder à des services d'accompagnement sur les compétences numériques essentielles (démarches en ligne, envoi d'emails ou traitement de texte...), dans des lieux qualifiés par #Aptic, un organisme agréé par le Programme Société Numérique.

Éviter qu'une partie de la population soit laissée de côté

« IL FAUT UN TITRE PRO POUR LES MÉDIATEURS NUMÉRIQUES ! »

SERGE MEURGUES

Directeur d'exploitation territorial AFPAR

Militant pour la création d'un titre professionnel de « Médiateur Numérique », Serge Meurgues explique comment son organisme a mis en place une formation de « Médiateur Animateur Numérique » visant à professionnaliser ces aidants.



Lors du NEC 974 2022, des stagiaires de l'AFPAR sont intervenus pour aider à la mise en place de l'événement, qui sont-ils ?

Serge Meurgues : Il s'agit des stagiaires de la section « Médiateur Animateur Numérique » qui interviennent dans le cadre d'un partenariat de travail avec l'association Solidarnum. Ils ont accompagné l'équipe organisatrice, accueilli, orienté et accompagné le public sur le site.

Pour eux, c'est un acte pédagogique qui rentre dans le cadre de leur formation : en tant que médiateurs, ce sont des missions qu'ils mèneront dans leur pratique professionnelle.

En quoi consiste cette formation ?

S.M. : Cette section est née suite à un travail engagé avec le Club Mednum 974 dont le but était de faire monter en compétence et profes-

sionnaliser des personnes qui interviennent dans la médiation.

Comme pour les Conseillers numériques France Services, la formation AFPAR repose sur le premier bloc du titre professionnel « Responsable d'Espace de Médiation Numérique », qui est un titre professionnel de niveau 5 (bac +2). Elle est proposée à des personnes qui ont le niveau bac (l'obtention du diplôme n'est pas nécessaire pour entrer en formation). Aujourd'hui, sur Saint-Denis et Saint-Paul, nous avons déjà mis en place quatre sessions via des formations de vingt semaines.

Lors du NEC précédent, vous aviez plaidé pour une transformation du référentiel existant ?

S.M. : Nous sommes nombreux à penser que le ministère du Travail pour-

rait scinder le référentiel existant (Responsable d'Espace de Médiation Numérique) pour créer deux titres professionnels distincts : « Médiateur Numérique » de niveau 4 et « Responsable d'Espace de Médiation Numérique » de niveau 5. Il faut professionnaliser les personnes qui conçoivent et assurent les actions de médiation (accueil, orienta-

tation, accompagnement, voire formation des publics dans la prise en charge des usages numériques) qui pourront ensuite évoluer vers une prise de responsabilité.

Aujourd'hui, l'État a pris la main avec France services et la mise en place de 4 000 médiateurs sur l'ensemble du territoire national. Il y a une reconnaissance des besoins. Il faut offrir aux entreprises et aux services publics un outil pour former leurs personnels.

« Il faut professionnaliser les personnes qui conçoivent et assurent les actions de médiation »

The background of the page is a dark blue topographic map with white dashed contour lines. The text is centered in the upper half of the page.

SÉMINAIRE DES CONSEILLERS NUMÉRIQUES FRANCE SERVICES

ATELIER : NOUT CNFS 974 DOMIN*

UN AN DE BILAN POUR LES CONSEILLERS ET CONSEILLÈRES NUMÉRIQUES FRANCE SERVICES

Le dispositif des conseillères et conseillers numériques a été mis en place fin 2021. Un an plus tard, quarante des soixante conseillères et conseillers œuvrant à La Réunion se sont réunis pour faire un point et imaginer l'avenir.

De grandes feuilles blanches et des marqueurs les attendent sur les tables.

Cette première matinée du NEC 2022 est placée sous le signe du travail en commun pour 41 Conseillères et Conseillers France services sur les 60 que compte La Réunion. « *Nous avons des spécificités locales, annonce Daniel Membrives, et l'État a confié au Hub ultramarin porté par Solidarnum le soin de coordonner l'action des conseillers, nous en avons fait un temps «Off» de l'événement.* »

« Ce dispositif, mis en place fin 2021, vise à accompagner et former les usagères et usagers au numérique pour leur permettre de participer à la transition numérique.

Au menu : un atelier Nout CnFS 974 domin pour imaginer un avenir en commun, des échanges avec Constance Bravais de Tésis autour du carnet de santé numérique (voir ci-contre) et un point de Sébastien Mas de la Région Réunion sur l'évolution en cours des pass numériques, qui permettent de financer

des formations pour les bénéficiaires. « *Il y a un an, nous étions moins nombreux au lancement du dispositif, rappelle Annabelle Permalnaïck, coordinatrice du dispositif à La Réunion. Lors de la première session de formation, nous étions neuf conseillers. La première session s'est terminée en octobre 2022.* »

Au menu des ateliers : identifier les difficultés ou réfléchir à des solutions pour chaque usagère ou usager en fonction des lieux et besoins. Chaque table planche sur une question en particulier : outils, montée en compétence, réseau ou valorisation des actions. Parmi les besoins repérés par le groupe « *montée en compétence* », on trouve le fait de pouvoir bénéficier d'immersion dans les services publics pour mieux comprendre la logique de leurs sites internet ou encore disposer de lignes directes pour contacter les techniciennes et techniciens de ces services publics.



*Notre CnFS 974 pour demain

ZOOM

UNE APPROCHE DU NUMÉRIQUE AU QUOTIDIEN

Une Conseillère ou un Conseiller numérique France Services a pour mission d'accompagner les Françaises et les Français dans leur appropriation des usages numériques quotidiens comme prendre en main les outils informatiques, naviguer sur internet, envoyer, recevoir et gérer des courriels...

Chaque Conseillère ou Conseiller numérique France Services suit, avant son entrée en fonction, une formation obligatoire durant entre 3 semaines et 4 mois, selon son niveau de compétences initial. 4 000 conseillères et conseillers doivent être formés sur l'ensemble du territoire national, dont 70 à La Réunion.



FOCUS

MON ESPACE SANTÉ, CARNET DE SANTÉ 2.0

Engagée au sein du groupement de coopération sanitaire Tésis, Constance Bravais coordonne l'action des ambassadeurs du portail « Mon espace santé » pour inciter le grand public à opter pour ce carnet de santé 2.0.



« Mon espace santé est le nouveau carnet de santé. Nous devons aujourd'hui travailler pour que tous les publics soient concernés. Lorsqu'on parle d'inclusion il faut que les personnes isolées, les seniors ou celles et ceux qui sont dans l'illectronisme, puissent exercer leur droit. Ici, il s'agit d'activer son espace santé ou de s'y opposer. »

Les ambassadeurs santé sont des personnes qui travaillent au contact des usagers et qui peuvent les accompagner dans leur démarche. Pour Constance Bravais : « Un ambassadeur doit, avant tout, croire au projet et amener des personnes à s'y engager. Il peut le faire via les associations, les établissements de santé et le monde professionnel. »



« UNE COORDINATION À PLEIN TEMPS »

ANNABELLE PERMALNAÏCK

Coordinatrice des conseillères et conseillers France Services

Les Conseillères et Conseillers numériques France Services jouent un rôle clé dans l'accueil des publics en difficulté. Pour coordonner leur action, Annabelle Permalnaïck intervient depuis juillet 2021.

Inclure, c'est bien, le faire de manière efficace, c'est mieux. Après avoir œuvré en tant que médiatrice numérique référente, Annabelle Permalnaïck est devenue coordinatrice des Conseillères et Conseillers numériques France Services en juillet 2021 au sein de l'association Solidarum. C'est elle qui conduit la réunion de travail des CnFS sur le NEC 2022.

« Ma mission consiste à animer le réseau des Conseillers numériques France Services, explique la jeune femme. Je dois faire le lien entre l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, la Banque des Territoires, les employeurs et les conseillères et conseillers numériques. Je suis là pour réunir les conseillères et conseillers numériques, créer les réseaux et les mettre au courant des différentes réglemen-

tations. » Cette coordination se joue à plein temps. Les soixante conseillères et conseillers que comprend La Réunion (auxquels s'en ajouteront dix supplémentaires en 2023), officient sur près de 80 lieux d'accompagnement.

« À La Réunion, près de 9 471 personnes ont été accompagnées. Il y a une hausse des comptes rendus réalisés en 2022. Nos conseillères et conseillers rencontrent souvent des personnes sans emplois, retraités, afin de les aider dans leurs démarches en ligne. »

Solidarum forme également les « Aidants Connect », un dispositif qui permet à des professionnelles et professionnels d'aider des personnes en situation d'illectronisme et d'illettrisme dans leurs démarches, via un service sécurisé et encadré juridiquement.

« LES JOURS NE SE RESSEMBLENT PAS »

YANNICK RUGEL

Médiateur numérique

Faut-il être polyvalent pour être un bon médiateur numérique ? Yannick Rugel, conseiller numérique de la première promotion en 2021 est motivé et polyvalent. Issu d'une filière administrateur réseau et agriculteur en parallèle, il a découvert la médiation numérique via le monde associatif au contact de personnes dans le besoin.



« J'ai décidé d'aider les gens, explique Yannick et j'ai effectué une première formation sur la médiation numérique à l'Institut Régional du Travail Social avant d'effectuer un stage au sein d'Emergence O.I. à Saint-Pierre. »

Au sein de cette structure, le courant passe et Yannick devient Conseiller numérique France Services, une mission qui lui plaît énormément.

« Les jours ne se ressemblent pas, raconte le jeune homme. J'accompagne des publics différents : enfants, personnes porteuses de handicaps, personnes en situation d'illettrisme et ou d'illectronisme, étrangers. »

Au sein d'Emergence O.I., Yannick forme le public

aux bases de l'inclusion numérique, de la maîtrise du traitement de texte jusqu'au code. Il intervient également comme fabmanager.

« Je suis mis à la disposition d'associations pour des actions de formation. Je travaille notamment avec Slamlakour, qui intervient dans la lutte contre l'illettrisme et qui portait la Case à lire*, en attendant le nouveau dispositif. »

Yannick travaille avec des groupes pouvant rassembler jusqu'à 300 personnes, dans le cadre de la « code week » avec des écoles ou des collègues.

« Il s'agit d'une session de codage ludique pour les enfants autour de personnages comme Bob l'éponge, Star Wars ou la

Reine des Neiges. Nous leur apprenons le codage par blocs. » Le médiateur intervient également lors de Vac ados, pour des ateliers de prévention. Les outils utilisés sont variés.

Aux ordinateurs s'ajoutent le robot Nao autant que des brodeuses numériques. Quant au lieu d'intervention, si la région de Saint-Pierre est le terrain privilégié de Yannick, il lui arrive de gagner Mayotte pour effectuer du transfert de compétences.

« J'espère devenir responsable d'espace de médiation numérique, annonce le jeune homme. J'ai déjà une expérience sur le chiffage, administratif et les demandes de subventions. » Polyvalent et motivé !

* Les Cases à lire étaient des dispositifs d'accueil pour les personnes en situation d'illettrisme.

LES CnFS EN CHIFFRES



28 espaces France services
à La Réunion

61 conseillères et conseillers
numériques en action sur les 70
auquel le territoire a droit !

70 000
actes réalisés (250/jour)

2 700 personnes accueillies
dans des ateliers





**LES ACTIONS DE LA
RÉGION RÉUNION
EN FAVEUR DU NUMÉRIQUE
ET DE L'INCLUSION**

« L'INCLUSION NUMÉRIQUE EST LA PRIORITÉ ! »

NORMANE OMARJEE

Vice-président de la Région Réunion

Troisième vice-président du Conseil régional, Normane Omarjee a en charge le désenclavement de La Réunion sur les plans aérien, maritime et numérique. Pour désenclaver l'île, la Région Réunion a mis le numérique au cœur de ses priorités. Normane Omarjee trace les trois objectifs qui guident cette vision : équiper, former, sécuriser.

Quelle est votre vision du numérique à La Réunion ?

Normane Omarjee : Le numérique ne peut pas être considéré comme un entre-soi. C'est un outil, un moyen de créer du lien social. Il ne doit plus être vu comme quelque chose qui fait peur.

Nous considérons que l'inclusion numérique est la priorité sur un territoire comme le nôtre. Le travail doit être décliné par des échanges et des actions en concertation avec les associations. Je crois beaucoup au tissu associatif. La Région a vocation à l'accompagner pour permettre une cohérence d'actions communes.

C'est collectivement que nous arriverons à résoudre

un problème de territoire.

Dans votre discours, vous avez rappelé les trois objectifs de la Région : équiper, former et sécuriser. Pouvez-vous nous en dire plus ?

N.O. : L'aménagement du territoire en matière numérique passe bien sûr par la poursuite de l'installation de la fibre, mais également par la question du câble sous-marin, qui achemine les données vers l'île.

Nous avons commandé une étude pour créer un second câble. Il nous faut un système pour structurer l'accès.

Ensuite, il faut nous approprier cet outil, c'est le rôle de la formation.

« Le numérique ne peut être considéré comme un entre-soi »

L'illectronisme n'est d'ailleurs pas réservé aux plus âgés. Nous avons des plus jeunes qui ne sont pas formés sur le numérique. Utiliser une application sur un smartphone, ce n'est pas utiliser Word ! On peut utiliser le numérique sur téléphone sans avoir acquis de compétences en informatique.

Or aujourd'hui, l'essentiel des connexions se fait via le téléphone. Dernier élément, c'est la protection du territoire, à travers la cybersécurité. On a vu des attaques contre des hôpitaux.

Il faut prendre au sérieux cet aspect et accompagner une sécurisation des entreprises et services publics.



FOCUS

LA RÉGION RÉUNION ENGAGÉE EN FAVEUR DU NUMÉRIQUE ET DE L'INCLUSION

Acteur incontournable du numérique à La Réunion, la Région mène depuis plusieurs années des actions en faveur de l'inclusion. Elle réfléchit à la mise en place d'un label pour les entreprises qui proposent des services via le Kap Numérik.



Jean-Pierre Pothier, directeur du développement et de l'innovation numérique, est un habitué du NEC 974 qu'il a vu naître et grandir.

« Je connais et apprécie le travail de Solidarnum depuis très longtemps, se souvient-il. Il y a cinq ans, lors du premier NEC, tout le monde était préoccupé par l'accessibilité des réseaux. Aujourd'hui, on parle davantage d'accessibilité pour les personnes. »

À la tribune, le représentant de la présidente de la Région dresse le bilan des actions de la Région Réunion, acteur incontournable, et salue les partenariats avec l'État

sur le sujet. « Nous avons fait avancer les questions ensemble, notamment à travers le pass numérique, explique-t-il. Quand l'État met en place une politique en lien avec les acteurs régionaux, il permet de démultiplier les moyens. »

Depuis 2021, ce sont près de 8 000 pass, qui ont été scannés et la Région a travaillé en octobre pour assouplir les conditions de diffusion (voir dossier sur le sujet dans ce hors-série).

Participant à différents ateliers, Jean-Pierre Pothier a noté des demandes, l'occasion de mettre en avant des actions en cours. « Il y a une demande de visibilité, notamment sur les pass et hors numérique, il y a justement une campagne qui doit débiter dans les cinémas. »

Sur la question de l'évaluation de la situation sur l'illettrisme et l'illectro-nisme, la Région réfléchit à lancer une étude pour compléter les quelques

unes qui existent sur le sujet.

« Concernant les tiers-lieux, l'État a proposé à la Région de mettre en place un appel à projet pour qu'ils organisent des formations de proximité. Un budget est en cours de validation », détaille Jean-Pierre Pothier.

La Région Réunion a transformé le chèque numérique en cap numérique pour accompagner les entreprises vers le numérique. « Nous réfléchissons à la mise en place d'un label pour que

les prestataires de services incluent l'accessibilité dans leur cahier des charges, annonce

Jean-Pierre Pothier. Nous visons également à l'horizon 2030 une accessibilité de l'ensemble des services publics locaux à tous les publics. »

Dernier point et non des moindres, la Région Réunion travaille avec l'Agence Nationale de la Sécurité Informatique à la création d'un centre de ressource consacré à la cybersécurité.

**8 000 pass
scannés
depuis 2021**



PRESSE





**PASS NUMÉRIQUE :
COMMENT
MOBILISER LES
COMMANDITAIRES ?**

PASS NUMÉRIQUE

STRUCTURES LABELLISÉES

À LA RÉUNION

LE PORT, SAINT-PAUL

AGAME - Le Port

MIIR - Le Port

EMERGENCE O.I. - Saint-Paul

LA PLATEFORME - Saint-Paul

WEBCUP - Saint-Paul

5

LA SALINE, LA CHALOUPE, SAINT-LEU

AD2S - La Saline (Les Hauts)

CVH - Saint-Leu (La Chaloupe)

VIEN A ZOT - Saint-Leu (Piton)

3

LES AVIRONS, SAINT-LOUIS

ENTRE-DEUX, LE TAMPON, SAINT-PIERRE

ROULÉ MON Z'AVIRONS - Les Avirons

CCAS - Saint-Louis

(Centre-Ville, La Rivière, Pont Neuf, Les Makes)

LIRE DIRE ECRIRE - L'Entre-Deux

APEPS - Le Tampon

ALLONS JOUER MANGUE - Le Tampon

EMERGENCE O.I. - Saint-Pierre

WEBCUP - Saint-Pierre

APEP - Saint-Pierre

CVH - Saint-Pierre, Le Tampon

CONFORMEX - Le Tampon

10

11

SAINT-DENIS, SAINTE-MARIE

AMAFAR EPE - Saint-Denis
CRIJ RÉUNION - Saint-Denis
AFC CAMÉLIAS - Saint-Denis
WEBCUP - Saint-Denis
ADRIE - Saint-Denis
ACCASE - Saint-Denis
CVH - Saint-Denis
COLLECTIF MOUFIA BOIS DE NÈFLES - Saint-Denis
ORIAPA - Saint-Denis
CDAFAL - Saint-Denis, Sainte-Marie
DEVA FORMATION - Saint-Denis, Sainte-Marie

7

**SAINT-ANDRÉ, SAINT-BENOÎT,
BRAS-PANON**

MJC - Saint-Benoît
ARDIE - Bras-Panon
CVH - Saint-André
DEVA FORMATION - Saint-André, Bras-Panon
CASSEK CRESSONNIÈRE - Saint-André
LE SAVOIR FER - Saint-André
ORIAPA - Partout dans l'Est (itinérant)

5

**SAINT-JOSEPH, PETITE-ILE,
PLAINE DES PALMISTES**

AJMD - Saint-Jospeh
EDUCAPI - Petite-Ile
WEBCUP - Petite-Ile
CVH - Saint-Joseph
LA PLAINE LÉ POSSIBLE - Plaine des Palmistes

ATELIER PASS NUMÉRIQUE

Le pass numérique est un financement permettant à des particuliers de se former gratuitement aux bases du numérique. Né en 2021, le dispositif a évolué ; un atelier du NEC 974 2022 a permis aux artisans de ce pass de faire un point.

Prescripteurs (Pôle emploi, DRFIP, CGSS), médiateurs (La Plaine lé possible, Agame), financeurs (Région), et les différents acteurs du pass numérique dans l'île sont réunis lors de ce NEC 974 2022, avec une invitée de marque, Garlann Nizon, venue de la Drôme, territoire ayant initié les pass numériques. « Nous avons lancé le dispositif alors que la question

de la médiation numérique était peu connue, raconte Garlann Nizon, ce qui nous a laissé la possibilité d'expérimenter, à l'époque sur la Drôme. Nous voulions éviter les dérives, notamment des sessions de formations pointues sur du montage vidéo. Nous avons centré les formations sur l'accès aux droits après un temps de travail et la rédaction d'un document de référence. Nous avons développé également des outils pour assurer le suivi des publics. »



Mickaël Ha-Sum,
de la Région Réunion

Créé en 2021, le pass numérique permet aux usagers et usagers en difficulté de se former auprès de 31 structures de médiation, réparties sur le territoire. Les bons, cofinancés par l'État et la Région, sont prescrits par quatre organismes publics.

Mickaël Ha-Sum, Région Réunion, rappelle l'histoire des carnets à La Réunion. « 1 500





premiers carnets ont été récupérés auprès de l'APTIC avec, début 2021, trois prescripteurs, quinze structures de médiation et l'association Solidarnum qui est l'assistant à maîtrise d'ouvrage. »

Presque deux ans, plus tard, sur 19 000 pass commandés, 7 500 à 8 000 pass ont été scannés et utilisés (au moment de l'atelier) pour 1 100 bénéficiaires. « C'est un bilan mitigé, note Mickaël Ha-Sum qui reste cependant confiant.

Nous sommes dans le top 10 des départements utilisateurs de pass. Nous observons également une dynamique. Deux tiers des pass ont été scannés sur le second semestre 2022. Un plan média est en cours, il semble porter ses fruits. »

Laurent Mortelette explique : « Pôle emploi a essayé de mettre en place une distribu-

tion directe aux bénéficiaires, constatant que ce système entraînait de nombreuses pertes. Il y a un décalage entre les besoins des bénéficiaires et leur prise de conscience de ce besoin. C'est cependant un modèle très souple qu'il faudrait faire évoluer vers une logique de parcours, notamment pour les personnes en situation d'illectronisme. »

31 structures de médiation numérique sont réparties sur le territoire

Du côté de la Direction régionale des finances publiques, on rencontre près de 200 000 usagers par an, un flux à gérer, dans lequel il faut intégrer la question du pass. Alain Le Guernic relève une difficulté dans le système.

« Les personnes viennent nous trouver pour régler une question relative aux impôts et ne sont pas toujours prêtes à ressortir avec un pass numérique. Nos équipes ont mis en place

De gauche à droite, Audrey Virin de la CGSS, Yannick Boyer de La Plaine lé possible et Alain Le Guernic de la Direction régionale des finances publiques



des bornes libre-service avec des volontaires en service civique. C'est souvent lors de ce moment d'échange personnalisé que nos agents peuvent présenter le pass numérique. »

Du côté de la CGSS, Audrey Virin explique qu'il y a eu deux modes de retour des bons avec un système dématérialisé. L'échange s'est très bien déroulé avec une association et relève une grande dynamique dans le Sud. *« Il y a des axes d'amélioration pour 2023, nous allons mieux orienter l'usager qui a besoin d'acquérir des compétences. »*

Yannick Boyer raconte l'histoire de son association, La Plaine lé possible, née en 2019, et s'est rendu compte au moment de la crise Covid des besoins dans sa ville des Hauts, lieu où le taux de scolarisation n'est que de 30 % pour les 18-25 ans. *« C'est un territoire qui vit des difficultés plus marquées et nous avons besoin de solutions complémentaires, car les structures prescriptrices ne sont pas sur place, elles sont à Saint-Benoît. Nous avons mis en place un véhicule qui se déplace dans les quartiers et permet de détecter en recréant du lien. »*

Agame est une association basée sur Le Port. Bruno Pi-



chon se souvient du temps où le dispositif surprenait tout le monde.

« C'est un très bon dispositif, car il aide des personnes qui en ont besoin. Il y a une grande souplesse dans l'usage. Je tiens à saluer le travail de la Région qui nous appuie. Nous avons des adultes relais qui savent trouver les personnes qui en ont besoin. Nous recevons de nombreux retours positifs. Seul bémol, c'est un premier pas, mais ce n'est qu'un début pour la personne qui veut acquérir des compétences. On n'est pas dans l'autonomie numérique complète. »

Bruno Pichon,
le directeur de
l'association
Agame, basée
au Port

ZOOM ÉVOLUTIONS EN COURS

En octobre 2022, la commission permanente de la Région a fait évoluer le dispositif des pass numériques. Aux quatre prescripteurs actuels (Pôle emploi, CGSS, CAF, DRFIP), la Région a laissé une porte pour de nouveaux prescripteurs publics et privés.

De nouvelles structures de médiation peuvent se positionner, à condition de respecter les critères et de signer un contrat avec la collectivité. Certains bénéficiaires peuvent demander un supplément de formation si besoin.



**INCLUSION
NUMÉRIQUE ET
COOPÉRATION
RÉGIONALE**



ATELIER

INCLUSION NUMÉRIQUE ET COOPÉRATION RÉGIONALE : QUELLES SOLUTIONS ?

Comment coopérer à travers les pays pour aider, notamment les Françaises et Français de l'étranger à s'inclure dans le numérique ?

« 12 000 Français vivent aujourd'hui à l'île Maurice et pour eux, c'est l'an 0 en matière d'inclusion numérique », introduit Marcel Misslin de Robillard, représentant la SEB France-Maurice (voir zoom). Avec près de trois millions de Françaises et Français vivant à l'étranger, la question de l'accès se pose ouvertement et l'exemple mauricien en est une belle illustration.

« Une Française ou un Français basé à l'île Maurice rencontre les mêmes difficultés que les autres Français pour se connecter aux sites et réaliser ses démarches, explique Marcel Misslin de Robillard. La seule différence, c'est que nous n'avons pas,

autour de nous, d'accès à des personnes, CnFS par exemple, pour nous aider dans nos connexions. Second problème, c'est que nous sommes bilingues anglais français et beaucoup de nos compatriotes ont des difficultés en anglais et n'accèdent pas à certains sites. »

Cécile Melby, qui a longtemps résidé à l'étranger, a vécu les difficultés face aux connexions et a décidé de s'investir dans la médiation au sein de Solidarnum et de se former avec l'AFPAR. « En Finlande, nous nous entraïdions beaucoup, via les réseaux sociaux », se souvient-elle. Depuis un an, la SEB travaille avec Solidarnum. « Marcel, face à ses difficultés, est remonté vers Paris

La coopération numérique coche toutes les cases pour les financements disponibles

pour demander comment organiser un NEC ou y participer, se souvient Daniel Membrives, président de Solidarnum, et c'est là que nous avons été mis en relation. La Région Réunion a compétence en matière de coopération régionale et nous avons pu regarder comment l'aider. »

L'offre de formation numérique de l'Université est une des réponses possibles à la coopération régionale (voir cadre). L'Université a déjà mis en place des formations interrégionales, notamment avec l'Université des Mascareignes à Maurice.

« Nous avons l'ambition de travailler également avec des tiers-lieux dans la zone, relève Christophe Porlier, chargé de mission université numérique. Ces sites peuvent intervenir au plus près des usagers et usagers. »

Le métavers permettra-t-il de fournir des outils pour aider des personnes à distance ? « L'inclusion numérique quand on parle de métavers est essentielle, explique Cathy Fontaine. On le voit par exemple dans l'apprentissage des gestes techniques. » Certains organismes de formation, comme Simplon Réunion ont débuté leur réflexion autour de ces outils.

Adèle Petit, présente dans la salle, explique : « Nous constatons l'émergence d'un nouveau métier qui est le pendant du technicien d'assistance informatique ».

Comment financer des formations interrégionales ? Daniel Membrives détaille les pistes possibles, à travers notamment la cellule de coopération interrégionale : « Interreg peut ►



Un portail numérique par l'Université de La Réunion

Christophe Porlier de l'Université de La Réunion a présenté l'ensemble des formations accessibles en ligne via le portail unr-univ-reunion, le portail de l'université numérique de La Réunion.

« Ce portail propose une offre de formation tout au long de sa vie, accessible de n'importe quel lieu. Nous proposons également des témoignages de chercheurs sur les grandes questions qui préoccupent le monde. » La plateforme permet d'accéder à des Moocs présents sur France Université Numérique, proposant une offre de formation dématérialisée.

La chaîne possède enfin une Web TV universitaire, disponible sur Youtube. Objectif de l'Université : augmenter le nombre de formations en ligne (certifications, badges...).



financer des coopérations. Il y a également le Fonds social européen qui dispose d'un volet formation. Pour obtenir l'éligibilité dans l'inter régional, il faut répondre à certaines thématiques : la formation, le rapprochement des citoyens dans la zone. Les projets doivent cependant être de petites tailles. »

Troisième source de financement pour abonder les aides publiques, avec le Fonds de

Nous créons un commun, un projet réutilisable par d'autres.

coopération régional de la préfecture. Ce fonds relève ses dossiers fin février. Une solution évoquée serait celle d'étendre le dispositif du pass numérique depuis La Réunion vers Maurice. La coopération Réunion-Maurice servira de test pour les autres territoires. « Nous créons un commun, explique Daniel Membrives, c'est-à-dire un projet réutilisable par d'autres. »


Le projet intéresse déjà d'autres pays, dont le Koweït. « Nous

avons un partenaire malgache qui assistait aux copils, précise Marcel Misslin de Robillard. La SEB appartient à une fédération qui regroupe des asso-

ciations basées dans d'autres pays. » Prochaine étape : un NEC à Maurice ?

ZOOM LA SEB, UNE SOCIÉTÉ D'ENTRAIDE

Implantée à l'île Maurice, la Société d'Entraide et de Bienfaisance (SEB) France-Maurice est une association créée en 2002 qui aide les ressortissantes et ressortissants français expatriés lorsqu'ils et elles sont dans la détresse matérielle ou morale ou qu'ils rencontrent des problèmes de santé. Elle est présidée par Marcel Misslin de Robillard, franco-mauricien, natif d'Alsace. La SEB dispose d'un site internet : <https://www.kanas.com>



**DÉVELOPPEMENT
D'OUTILS PÉI
D'INCLUSION
NUMÉRIQUE
À L'USAGE DES
MÉDIATEURS**

ATELIER

DÉVELOPPEMENT D'OUTILS PÉI D'INCLUSION NUMÉRIQUE À L'USAGE DES MÉDIATRICES ET MÉDIATEURS

Le commun, c'est un outil qui peut se partager. L'atelier « Développement d'outils péi d'inclusion numérique à l'usage des médiateurs » vise à partager et voir comme adapter des outils aux besoins de La Réunion.

Accompagner les publics dans la découverte du numérique suppose de forger des outils adaptés. La Réunion connaît une situation de multilinguisme avec la coexistence du français et du créole, mais également avec du shimaoré ou d'autres langues de la zone.

Bénévole au sein de Solidarnum, Dany Fantino travaillait au sein de la Direction générale des finances publiques sur la problématique de l'accueil des publics. Dans cet atelier, elle est accompagnée d'une doctorante de l'Université de La Réunion, Mahéva Permalnaïck, qui travaille notamment sur les problèmes de compréhension dans les tribunaux, de Clémentine Baille et de Constance Bravais, qui

Le langage technique peut être un frein qui s'ajoute aux différences linguistiques.

œuvrent au sein de Tésis sur des sites dédiés à la santé (Masante.re et mon espace santé), de Jessy Reine Picard de l'institut de formation Dare learning, de Françoise Duchemann du Collectif Moufia Bois de Nèfles, et d'Annabelle Permalnaïck, coordinatrice des France services. À la table également, deux membres du projet Kaz FanmBrik, Keisha Fichora et Nadia Drula.

« Dans mon travail de recherche, constate Mahéva

Permalnaïck, je relève plusieurs types d'incompréhensions. Il y a celles liées à la langue, mais il y a également celles liées au langage technique, celui propre à chaque profession ou au numérique. »

Les outils numériques se sont développés depuis plusieurs années avec dans le même temps un sentiment d'appréhension pour de nombreuses usagères et usagers. « À La Réunion, nous avons connu de plus grandes difficultés qu'en Métropole dans la mise en œuvre des nouveaux usages notamment pour les déclarations d'impôts, car une partie de la population ne parle que le créole. C'était ces personnes qu'il fallait le plus aider afin qu'elles puissent accéder à leurs droits ; les déclarations d'impôts conditionnent d'autres aides », explique Dany Fantino.

Des messages en créole

La DRFIP avait mis en place une action de présentation des services en ligne auprès des agents des mairies et des



Dany Fantino,
ex DRFIP et
bénévole à
Solidarnum



travailleuses et travailleurs sociaux. Un important travail a été fait auprès des télévisions et radios afin d'utiliser l'oral, notamment via de célèbres émissions radiophoniques (Mme Aude sur Freedom) ou télévisées (les Experts).

La compréhension du créole est un prérequis pour les médiatrices et médiateurs numériques. *« Les messages en créole aidaient à la compréhension et étaient sympas, note Dany Fantino, mais attention à l'utilisation des mots complexes qui bloquent les usagers et usagers, même en créole. »*

À l'occasion d'un stage d'observation sur une formation numérique, Mahëva Permalnaïck a pu constater l'impact positif de l'utilisation de la langue créole pour expliquer les technoclectes, termes techniques. Annabelle Permalnaïck pense que le créole est un moyen pour rapprocher du numérique et vaincre les peurs. *« Le créole est nécessaire pour expliquer à des personnes qui ne comprennent pas le français. »*

Keisha Fichora suit une formation de forgeuse numérique et remarque qu'il est plus facile d'être formée en créole.

Pas toujours simple de convaincre de l'utilisation du créole. Lors du lancement de « Masanté.re », une campagne d'affichage avait été mise dans les cabinets et pharmacies. À l'époque, un débat avait eu lieu au sein de Tésis avec un collègue créolophone qui avait estimé que l'usage du créole était méprisant. *« Mon espace santé est basé sur une*

communication nationale, explique Constance Bravais, mais sur le terrain nous avons remarqué que personne ne comprenait le sens du mot « astronaute », qui était lié à l'idée « d'espace ». Nous avons choisi de décliner une communication locale spécifique et adaptée. » Les différents clips diffusés à partir de décembre incluent des dialogues comprenant du créole (et du français) et mettant en scène des situations d'utilisation du carnet numérique avec humour.

Réduire la fracture numérique

Il existe au niveau national des adaptations des outils en français simplifié ou en anglais. *« Ce serait bien d'avoir des outils pour aider les médiateurs, relève Annabelle Permalnaïck, avec une adaptation aux langues de La Réunion, mais également à certaines situations propres à l'île. »*

Jessy Reine Picard rappelle que les médiatrices et médiateurs ont pour mission de créer des ressources pédagogiques. *« Ont-ils toujours, dans les structures, le temps pour préparer ces outils ? », demande la formatrice. Guilhem Pradalié, de La Mednum plaide pour un partage des solutions afin de gagner du temps. « Aujourd'hui, nous ne devons pas être dans le débat créole-français, précise Annabelle Permalnaïck, notre mission c'est de réduire la fracture numérique. Sans aller jusqu'à une traduction intégrale, il faut être en mesure de réduire cette fracture. »*

« ON A UN PROBLÈME AVEC L'ASSIMILATION DU CRÉOLE COMME UNE LANGUE »

DOMINIQUE PICARDO

Vice-président du CCEE



Et si l'avenir de la langue créole en ligne passait par la synthèse vocale ? C'est le pari que prend Dominique Picardo, vice-président du Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement de La Réunion. C'est un pari qui suppose de trouver une graphie simple.

Poser la question « quelle place pour le créole Réunionnais dans le numérique », c'est un paradoxe selon-vous ?

Dominique Picardo :

Est-ce que quelqu'un s'est déjà posé la question de « finnois et numérique », « danois et numérique » ou « français et numérique » ? C'est un problème qu'on a avec le positionnement de notre langue. Dans les conversations, la nouvelle affaire Dreyfus, c'est « doit-on donner une graphie au créole ? ». On a un problème avec l'assimilation du créole comme une langue.

Justement quelle graphie faut-il ?

D.P. : Pendant cinq ans, le CCEE a mené un travail

pour créer une graphie facile à utiliser, sans arrière-pensée idéologique. Pour moi, en créole, il faut quelque chose de très simple et qu'en le lisant, il ne subsiste aucun doute.

L'oralité du créole est souvent avancée comme un frein. Une des solutions pourrait être la création d'un logiciel qui puisse vocaliser les textes.

Il permettrait d'entendre le texte créole, de le comprendre et, en même temps de s'habituer à l'écriture.

Du coup, on en revient à la graphie, puisque, pour programmer une synthèse vocale, il faut définir quelle orthographe détermine la manière dont les sons seront lus.

Au-delà de la question du niveau de langue. Beaucoup constatent que le jargon administratif peut rebuter.

D.P. : J'ai eu à traduire en créole pour la Cinor, la synthèse du rapport sur l'adhésion à la charte bilingue kreol-français, synthèse que j'avais écrite en français. C'est un vrai exercice de traduction. Le

mot à mot est très rarement, voire jamais, la solution.

L'une des caractéristiques d'une langue

est que la formulation reprend aussi « l'esprit » du pays qui la parle. Une forte aversion, fait qu'en France, « *il pleut comme vache qui pisse !* » alors qu'en Angleterre « *it's rain cats and dogs* ».

« Pour programmer une synthèse vocale, il faut définir quelle orthographe »



LA RÉUNION DES TIERS-LIEUX

TABLE RONDE

LA RÉUNION DES TIERS-LIEUX

Espace ouvert, où les gens ont la capacité d'être contributeurs et à l'initiative de leurs propres projets, les tiers-lieux sont divers. Et La Réunion n'en manque pas : fablabs, ressourceries, médiathèques, ou espaces culturels et associatifs. Certains voient dans les tiers-lieux, des lieux descendant des lieux de vie des marrons.

« Pour nous, explique Florent Benameur de La Réunion des tiers-lieux, les tiers se définissent moins par le lieu que par ce que les personnes y font. C'est un espace ouvert où les gens sont contributeurs et à l'initiative de leurs projets. La diversité est immense. »

Fabrice Nicol, représentant CAE Prime, association basée sur Montélimar, est juriste spécialiste de la gouvernance des espaces partagés. « Nous insistons sur le fait que c'est avant tout une capacité d'agir, avant le tiers-lieu. »

Quels sont les publics accueillis sur les tiers-lieux ? Kevin Goubault, fab manager

au sein de Solidarnum détaille les personnes qui fréquentent le Run FabLab sur Saint-Denis : « Nous accueillons des personnes très différentes. Ça va de la personne lambda qui vient prototyper pour le plaisir, en loisir, à la personne qui a un but professionnel, création d'entreprise par exemple.

Faire ensemble pour mieux vivre ensemble

Une personne peut venir pour le travail ou pour un travail scolaire. Des entreprises qui ont des besoins spécifiques peuvent venir pour réaliser des pièces introuvables. »

Derrière les fablabs, il y a des entités différentes : associations, entreprises, services publics, médiathèques.

« On a toujours envie de mettre les choses dans des cases, rappelle Jean-Jacques Tomasini, chargé de mission au sein de la préfecture. Les tiers-lieux se sont créés en dehors de tout

cadre. Ce sont des savoirs faire qui sont au même endroit et qui répondent à des besoins. Le gou-

vernement a défini la chose comme suit : ils font ensemble pour mieux vivre ensemble. C'est un écosystème qui fonctionne. Il y a des besoins, des savoir-faire et il faut parvenir à rendre ça viable. »

Quelle place pour les entreprises dans les tiers-lieux ? « Beaucoup de tiers-lieux offrent des espaces de coworking, relève Jean Philippe Payet de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CGPME). C'est également un espace qui permet de former les collaborateurs des entreprises. » Actuellement, un projet est mené entre l'État

ZOOM UN TIERS-LIEU, C'EST QUOI ?

Le mot tiers-lieu est entré en français via le mot « third place » du sociologue américain Ray Oldenburg, qui définit un espace de réunion, hors de la maison ou du travail. Les tiers-lieux se voient comme des lieux de « faire ensemble ».



et la Région pour permettre aux tiers-lieux d'accueillir des formations à travers le programme « Def innov ». « On ne peut pas être tiers-lieux à 100 %, constate James Caratini de Sciences Réunion qui gère O Kartié. *Nous sommes obligés de combiner fablab, ateliers et tiers-lieux. La formation est une partie à développer.* » Les fabriques de territoire (six plus une manufacture de proximité) sont aidées à hauteur de 50 000 euros par an par la préfecture. « *Nous avons aidé à la production d'outils pour les tiers-lieux* », explique Jean-Jacques Tomasini.

Au-delà des outils qui équipent les tiers-lieux, Florent Benameur rappelle qu'il y a également des outils pour que les tiers-lieux fonctionnent, notamment des monnaies numériques pour valoriser le travail de bénévoles à l'instar de ce qui se fait sur Savannah.

Comment implanter des tiers-lieux dans une île où le foncier est rare ? « *Le travail au pied des immeubles est essentiel*, relève Léo Kichenassamy Ala-

melou du Pacte de Transition Citoyenne Régional, *il faut aller là où sont les habitants.* » C'est ce type de travail que le Centre Régional Information Jeunesse (CRIJ) mène avec l'académie des Camélias. « *Nous avons constaté que venir dans ces tiers-lieux est un bon moyen pour toucher et informer les jeunes* », explique Samuel Marianne du CRIJ.

François Cartault, président de Sciences Réunion, rappelle l'importance des échanges au sein de la société à l'instar de l'arbre à palabre d'Afrique ou du fo-

rum romain. « *Il y a de l'espace pour un lieu où on puisse se rassembler et ne pas remplacer les forums physiques*

par des forums numériques. »

« *Il y a un travail de réseau entre les tiers-lieux*, explique Fabrice Nicol. *Il y a un axe pour faire en sorte que les appels à projet ne soient pas l'objet de guerre entre les lieux.* » La Réunion des tiers-lieux s'applique à proposer des rencontres tous les mois autour de petits-déjeuners.

Un bon moyen pour toucher et informer les jeunes

Ouest**LA RAFFINERIE**

Espace consacré aux low-tech, La Raffinerie est un projet de développement d'une friche éco-culturelle dans le quartier prioritaire de Savanna à Saint-Paul de La Réunion.

Groupement d'espaces autonomes et interdépendants, ce projet se positionne comme un vrai levier de promotion du territoire et d'émergence d'activité à l'échelle locale et régionale.

41, rue Thirel 97460, Saint-Paul, Réunion
contact@laraffinerie.re

Ouest**O KARTIÉ****Sciences Réunion**

Créé en 2017 par l'association Sciences Réunion, ce fablab situé en face du collège de l'Étang est un atelier partagé, mais également un lieu d'échange, de formation et de mutualisation des compétences qui accompagne les usagers à l'utilisation des machines et à la réalisation de projet.

o-kartie@sciences-reunion.net
4, rue Jacquot - 97460 Saint-Paul
+262 262 92 24 39

Sud**EMERGENCE O.I.**

Centre de formation spécialisé dans les métiers du numérique, Emergence O.I. propose des formations autour de l'utilisation des imprimantes 3D et propose un textilab pour tous.

15, rue Du Père Favron - Saint-Pierre 97410
contact@emergence-oi.eu
+262 262 24 11 39

Sud**IUT LAB****Institut Universitaire Technologique**

IuT Lab a été inauguré en mars 2017 et est un lieu à la fois de fabrication d'objets et de partage de connaissances. Il est implanté sur le campus de l'IUT de Saint Pierre à la Réunion et souhaite regrouper et accompagner le plus grand nombre d'acteurs innovants de cette zone géographique.

40, avenue de Soweto, à Terre Sainte - BP 373 - 97455 Saint-Pierre Cedex
+262 (0)2 62 96 28 79 - fablab@univ-reunion.fr

Nord**RUN FABLAB****Solidarnum**

Run FabLab est un Fab Lab très complet de l'île de La Réunion porté par l'association Solidarnum pour accompagner le plus grand nombre d'acteurs innovants.

Né en 2017, le fablab est implanté sur le Parc Technor dans un espace de 250 m² environ d'accès protégé dans lequel deux personnes spécialisées sont en permanence à disposition des utilisateurs sur un effectif de 3 équivalents plein temps.

18, rue Albert Lougnon, à 97490 Sainte-Clotilde

contact@runfablab.re - +262 262 56 62 11

Est**FABLAB H3O**

Initiée dès 2014, l'association FabLab H3O est née du désir de chefs d'entreprise réunionnais désireux de disposer d'un outil innovant qui a vocation à cultiver une approche opérationnelle d'expérimentation et de résolution des problématiques terrain.

Cette approche se base sur l'apport de compétences multiples et l'intelligence collective pour augmenter le champ des possibilités. Le fablab met en place des permanences administratives pour lutter contre la fracture numérique et des ateliers ludiques pour les enfants autour de la programmation.

11, cité artisanale

Bras Panon

+262 262 61 24 23

contact@fablab-h3o.re

CARTE DES FABLABS À LA RÉUNION



L'EXPOSITION : KAZ FANMBRIK, DES FEMMES TALENTUEUSES !

Exprimer sa créativité tout en découvrant des outils à la pointe de la technologie, tel est le défi Kaz FanmBrik relevé par une dizaine de femmes et piloté par Solidarum avec le soutien de Pôle Emploi, la Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité et la Fondation Orange.

Leurs œuvres se dévoilent sur les tables du MOCA et elles sont fières d'elles.

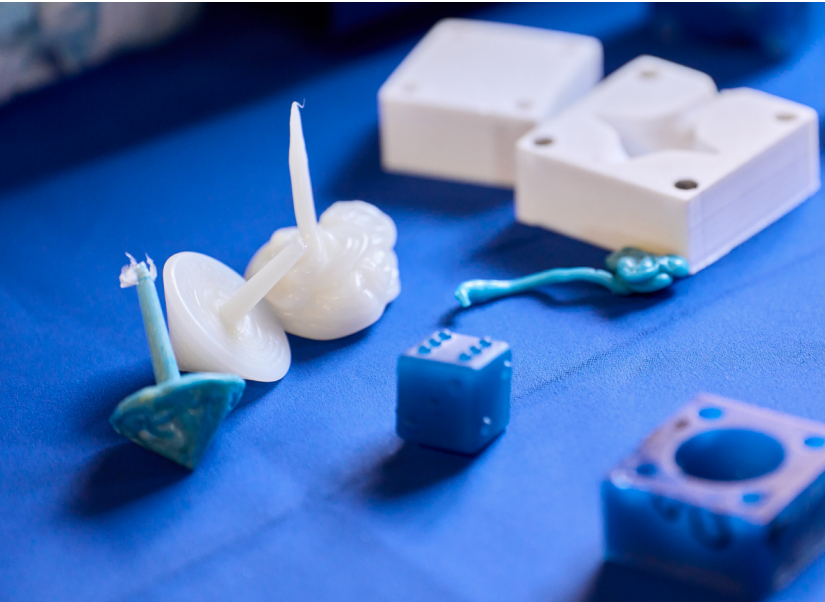
La résidence Kaz FanmBrik, portée par Solidarum, la Direction régionale aux droits des femmes et la Fondation Orange, permet à des femmes de se former à des outils numériques de pointe tout en créant des œuvres originales.

« C'est un projet qui a débuté le 10 octobre, explique Christine Ferrandis. Nous avons découpé, gravé, utilisé le laser ou l'imprimante 3D numérique. Nous savons utiliser des flexs, du vinyle et même de la broderie. Grâce à ces techniques, nous avons pu fabriquer des objets en suivant notre propre inspiration. » C'est cette inspiration qui est exposée

les 6 et 7 décembre durant le NEC 974. Christine a choisi des boîtes en bois qu'elle a gravées. D'autres ont préféré travailler sur des plastiques. La formation s'est achevée le 16 décembre au sein du Run FabLab de Saint-Denis.

Durant leur séjour, les femmes retenues sont formées pour être en capacité en fin de programme de réaliser des activités de production numérique après avoir acquis une certaine autonomie vis-à-vis du numérique. À l'issue de cette formation, les stagiaires peuvent travailler en association, coopérative ou micro entreprise.

Qui a dit que l'artisanat ne pouvait coexister avec les nouvelles technologies ?



CARTOGRAPHIE DES FINANCEMENTS PAR LES FINANCEURS

Appels à projets ou appels à manifestation d'intérêt



Conseillers numériques

<https://www.conseiller-numerique.gouv.fr/aide-structure>



Pass Numérique

<https://www.aptic.fr>



Fondation

Fondation Orange

<https://fondationorange.com/fr>



Fondation de France

<https://www.fondationdefrance.org/fr>



Fondation AFNIC / ateliers de médiation numérique

<https://www.fondation-afnic.fr>

Prêts



Les entrepreneurs engagés

France Active

<https://www.franceactive.org/>



Initiative Réunion

<https://initiative-france.fr>



Adie

<https://www.adie.org/pour-creer-ou-developper-mon-entreprise>

Subvention ou mécénat



Banque des Territoires

<https://www.banquedesterritoires.fr>



Fonds européen agricole pour le développement rural :
l'Europe investit dans les zones rurales

Programme opérationnel FEADER

FEADER programme LEADER : à travers la mesure LEADER, le FEADER permet de soutenir le développement des Hauts et de permettre la réalisation de divers projets.

<https://regionreunion.com/aides-services>



Programme opérationnel FSE

<https://regionreunion.com/aides-services/article/fse-fonds-social-europeen>



Département de La Réunion

<https://www.departement974.fr>



Région Réunion

<https://regionreunion.com>



Fondation Fondker

La première Fondation des entreprises à La Réunion engagée à soutenir les projets solidaires en direction des jeunes, des publics fragiles et des aînés.

<https://fondker.re>



Fondation Crédit agricole, solidarité et développement

<https://www.fondation-ca-solidaritedeveloppement.org>



TABLE RONDE

COMMENT FINANCER UN PROJET DÉDIÉ À L'INCLUSION NUMÉRIQUE ?

Financer la formation et les actions de lutte contre la fracture numérique est l'objet d'une table ronde, animée par les financeurs eux-mêmes : Direction des finances publiques, représentants de l'État, mais également banque (Crédit Agricole), acteur de la finance solidaire (France Active) ou participative (Poc-Poc) se retrouvent pour dresser une carte de ces finances.

L'heure est à la franchise et au constat lucide. Thierry Donadio, en charge de l'antenne de Saint-André au sein de la Direction des finances publiques dresse un constat sincère de la situation du financement de l'inclusion numérique.

« On constate dans l'accueil du public un besoin de soutien important pour l'utilisation des outils numériques. On est dans un paradoxe où on promeut l'utilisation du numérique et en opposition, on ferme les voies d'accès aux administrations. On ne laisse pas d'alternatives à la déclaration et

au paiement des impôts. Il me semble normal en contrepartie que l'État soit un des principaux financeurs afin d'éviter de laisser les usagers sur le bord du chemin. »

Responsable du lien avec le monde associatif au sein de la DRAJES (ex-Jeunesse et sports), Tanguy Sevat Denuet rappelle un des projets en cours du gouvernement qui concernera directement les associations. « La secrétaire d'État (NDLR Marlène Schiappa) a

souhaité qu'il y ait une plateforme unique pour la totalité des demandes de subventions vis-à-vis de l'État. Ce sera service-public.fr. La DAC s'y est mise. L'enjeu c'est qu'il y ait un compte unique et un accès unique pour utiliser cet outil numérique. »

Une plateforme unique pour les demandes de financements

PocPoc est une plateforme réunionnaise de financement participatif dédiée aux acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire.

« Mon travail, consiste à aider les plus beaux projets de l'île à gagner des fonds en complément d'autres financements,

explique Sonia Serra (PocPoc). « *Le financement, ce ne sont pas seulement des outils, rappelle Régis Siounandan de France Active. C'est aussi un accompagnement et des conseils.* »

L'État propose de nombreuses aides. « *Il faut distinguer les aides qui relèvent des appels à projets qui dépendent des ministères, explique Tanguy Sevat-Denuet. Sur un deuxième plan, il y a les appels menés par les services déconcentrés de l'État. L'État fonctionne beaucoup par appels à projets. Ça suppose d'être vigilants pour les associations. Nous travaillons sur un calendrier prévisionnel pour regrouper tous les appels à projets des services déconcentrés à La Réunion pour donner une plus grande visibilité pour les associations* » et ainsi faciliter l'accès à ces financements. La DRAJES met en place un accueil spécifique pour les associations.

L'hybridation des ressources est devenue un incontournable. Il existe des accompagnements possibles pour les associations afin de les aider à monter leurs projets. La Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire (CRESS), l'Instance Régionale d'Éducation et de Promotion à la Santé

(IREPS) ou France Active proposent ce type d'accompagnement.

Se regrouper pour négocier avec les financeurs ? Fabrice Nicol est porteur de projet et directeur d'une coopérative sur Montélimar, qui a eu la mission de coordonner les acteurs de la médiation. « *Nous avons travaillé avec plusieurs associations afin de mutualiser nos efforts. On a essayé de se positionner avec la CAF, la Région et le Département.* »

Avec la Région la coordination s'est positionnée sur la question de la formation. Sur le département de la Drôme, c'est autour des publics bénéficiaires des aides départementales. « *Nous laissons les espaces travailler avec les collectivités, car c'est un terrain qu'ils connaissent bien, pour nous concentrer sur l'effet de taille qui joue sur les financements.* » Qu'en est-il des financements privés ?

Graziella Zitte présente le Crédit Agricole. « *Près de 60 % de nos effectifs de réseaux de proximité peuvent ouvrir des comptes pour les associations (auparavant seuls les conseillers professionnels pouvaient le faire). Notre rôle, c'est de mettre des courts termes de subvention afin d'ai-*



der les associations à fonctionner en attendant l'arrivée des subventions. Nous proposons un service gratuit via la plateforme yapla.fr pour aider les associations à gérer au mieux leur trésorerie. » Le Crédit Agricole accompagne également sur les décalages de trésorerie pour des événements. « *Les organismes bancaires ou assimilés sont très contrôlés par la commission bancaire, rappelle Régis Siounandan. Nous avons des procédures qui se densifient (lutte contre le blanchiment d'argent, etc.). C'est pourquoi nous sommes tatillons.* »

Le financement participatif est un moyen pour une association de lever des fonds pour financer un projet en faisant appel au public. « *C'est un bonus qui permet de tester en amont le projet et d'impliquer le public bénéficiaire, explique Sonia Serra de PocPoc. Ce système va rassurer les autres financeurs, États ou banques* ».

« REGARDEZ LES FINANCEMENTS QUI NE SONT PAS DÉDIÉS AU NUMÉRIQUE »

RÉGIS SIOUNANDAN

France Active

Pour financer un projet de médiation numérique, il ne faut pas s'interdire de regarder l'ensemble des sources de financements possibles. C'est le conseil de Régis Siounandan, directeur adjoint de France Active à La Réunion.

Quelles sont les missions de France Active ?

Régis Siounandan : Nous appartenons à un mouvement national dont l'objectif est de développer l'économie et les emplois par l'accompagnement et le financement des entrepreneurs engagés. Nous proposons notamment des prêts solidaires, financés par l'épargne solidaire (ex : Livrets de Développement Durable). Ces prêts peuvent s'échelonner de 5 000 à 200 000 euros en local et aller jusqu'à un million d'euros au national. Nous proposons également des garanties sur emprunt bancaire en nous portant cautionnaire. Dernier point, grâce aux fondations avec qui nous travaillons (fondations Carrefour, Maif, Macif, Banque des territoires, etc.) nous

proposons des primes qui sont des subventions versées en fonction des projets, notamment ceux relevant de l'Économie Sociale et Solidaire.

Quelles sont les conditions pour relever de l'Économie Sociale et Solidaire ?

R.S. : Une entreprise classique va mettre la recherche du profit au cœur de sa démarche. Une entreprise sociale et solidaire placera l'intérêt général avant la profitabilité.

Si on prend l'exemple d'une entreprise qui vend de la captation d'image, c'est du service très classique. Si ce même projet devient un moyen d'insérer des jeunes à travers un chantier, on bascule dans l'Économie Sociale et Solidaire.



Si le projet est porté par une entreprise et non une association, il faut que celle-ci obtienne l'agrément ESUS (Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale).

Quels conseils donnez-vous aux entreprises et associations qui se lancent dans la médiation numérique ?

R.S. : Pensez à regarder les sources de financement qui ne sont pas dédiées au numérique. Prenez une association qui souhaite créer un poste d'animateur numérique, elle peut regarder du côté des contrats aidés. Il faut penser à suivre les appels à projet.

J'ai l'exemple d'une association qui a mis en place un chantier d'insertion dans le numérique et qui a pu accéder aux aides spécifiques à ce domaine.



**UTILITÉ DE LA
VISIBILITÉ
DU RÉSEAU
DES STRUCTURES
D'INCLUSION**

TABLE RONDE

VISIBILITÉ DU RÉSEAU DES STRUCTURES D'INCLUSION

Les structures d'inclusion sont des services liés à l'émergence de nouveaux outils numériques. Pour lutter contre la fracture numérique, il faut se poser la question de la visibilité de ces réseaux.

Comment rendre les structures d'inclusion visibles ? Nées pour répondre à l'émergence des nouveaux outils numériques, notamment dans l'exercice des droits, les structures d'inclusion servent à aider le plus grand nombre. Encore faut-il que le public sache qu'elles existent et où les trouver.

« Quand un usager a besoin d'un accompagnement, comment peut-il être orienté et vers qui doit-il être orienté ? » interroge Yoann Le Cam de Solidarnum, animateur de

la table ronde. « *Localement, un travail basé sur la solution de Open Atlas a été réalisé par le club Mednum, précise Yohann Le Cam. Au niveau national, La Mednum teste un outil unique.* » Coordinatrice des Conseillers numériques France Services (CnFS), Annabelle Permalnaïck rappelle la nécessité de créer un outil simple pour que le public s'y retrouve.

Noëlle Segá raconte sa quête d'une formation : « *J'ai eu une carrière*

professionnelle de quarante-six années, mais je n'ai pas eu le temps de m'intéresser à l'informatique. Une fois à la retraite, j'ai cherché des associations, finalement, c'est à la préfecture qu'une dame m'a orientée vers Solidarnum, où j'ai pu suivre des cours à Sainte-Suzanne. »

Annuaire ou cartographie ?

Il existe un grand nombre de dispositifs pour se former à La Réunion, mais aujourd'hui, seul le bouche-à-oreille fonctionne. « *Il y a plus de 150 sites de médiation numérique, constate Annabelle Permalnaïck. Nous avons créé une carte, mais pour y accéder, il faut aller en ligne...* » C'est compliqué pour une personne qui ne maîtrise pas Internet.

Guilhem Pradalié, Directeur Général de La Mednum, explique qu'au niveau national, il faut rendre visible des structures, mais l'orientation reste une des clés. « *Il faut réussir à créer une interface entre les travailleurs sociaux et les médiateurs numériques. Il faut dédra-*



Noëlle Séga,
bénéficiaire du GIE
Vieillesse Actif



matiser l'orientation. » Au niveau national, quinze hubs ont cartographié les acteurs de leur zone. Problème, ces hubs ont travaillé chacun avec sa méthodologie. Autre défi, celui de la description des activités : proposer des ateliers de robotique pour les enfants ou des ateliers d'aide à la création de CV pour les demandeuses et demandeurs d'emploi ne touche pas les mêmes personnes.

« *Le travail est largement devant nous,* précise Guilhem Pradalié, *d'autant qu'il faut encore convaincre les décideurs publics et privés, même si le Covid a permis une prise de conscience des besoins en termes d'inclusion.* » Si le rapprochement entre données et cartographie est fréquent, les données peuvent aussi être présentées sous la forme d'un annuaire. Le Centre Régional d'Information Jeunesse a mis un outil en place à destination de son public. « *Avec la Région, nous avons créé le portail jeune 360,* explique Léna Félix. *Cet outil condense dans un*

annuaire l'ensemble des dispositifs, classés par thématiques : numérique, orientation, formations, loisirs. Nous avons la chance d'avoir également un médiateur qui accompagne les jeunes sur le site pour leur permettre de découvrir cet outil. »

Pour un public éloigné du numérique, les méthodes traditionnelles de médiation sont une obligation.

« *Dans le monde de l'insertion professionnelle, il y a un public autonome qui maîtrise les outils,* explique Laurent Mortellet. *Ce public doit être orienté vers les bons outils en ligne. Il y a un second enjeu sur les publics, qui ne sont pas autonomes. Se pose alors la question de la communication. Comment atteindre ces publics et les aider à les rendre autonomes ? Il y a un besoin de retour sur une communication forte et unifiée avec un même langage.* » Sur la médiathèque Aimé Césaire, Jimmy Rivière constate un changement dans les

Une communication forte et unifiée

demandes des usagers et usagers. « *Nous avons surtout des demandes sur des difficultés sur l'accès à l'équipement et ceci en fonction de besoins spécifiques, en lien avec les horaires d'ouverture.* »

Les petites structures rencontrent des difficultés pour faire connaître leurs formations. « *Il y a une nécessité de structurer le réseau de l'inclusion*

numérique », estime Annabelle Permalnaïck. La structuration du réseau doit servir à adapter la communication aux publics concernés. « *Les outils doivent être pensés avec le public pour le public* », note Léna Félix. Guilhem Pradalié rappelle le rôle des Hubs à travers la France.

« *La plupart des personnes qui savent créer des standards sont dans les Hubs.* » La communication traditionnelle reste une piste pour faire connaître les services, y compris les médias radio-phoniques comme Radio Freedom. Les actions itinérantes sont également une piste prometteuse.

PORTRAIT

ROMAIN AMOLY

Moniteur d'atelier de reconditionnement

Romain Amoly est moniteur d'atelier à l'association Frédéric Levavasseur. Il accompagne des personnes handicapées dans le reconditionnement d'ordinateurs, qu'ils pourront ensuite emporter.

S'équiper tout en se formant, c'est le cœur de la formation que mène Romain Amoly au sein de l'association Frédéric Levavasseur. Pour certaines et certains, la fracture numérique est double : le manque d'équipement le dispute à la méconnaissance de l'utilisation.

« J'accompagne quinze personnes dans le cadre d'un projet informatique, raconte le jeune homme. Nous partons du démantèlement de PC pour ensuite travailler sur les bases de la maintenance et du reconditionnement. »

Basée sur Primat, la formation permet à un apprenant de découvrir l'envers de la machine tout en découvrant son fonctionnement. D'ici

quelques mois, la formation pourrait recevoir de nouvelles apprenantes et nouveaux apprenants et passer à seize voire dix-sept stagiaires.

« C'est une action adaptée à des personnes en fonction de leurs handicaps, précise Romain.

« Du démantèlement à la maintenance, en passant par les bases du numérique »

Nous accueillons des personnes autistes, d'autres souffrant de problèmes psychomoteurs. Chaque profil est différent. »

Cette formation a été lancée pour la première fois en 2021. Ses exigences sont adaptées



aux possibilités des uns et des autres. « Certains sont capables d'aller jusqu'à 90 % des actions. Certains, par exemple, sont capables de lire et peuvent formater les PC. »

Une cinquantaine d'ordinateurs ont ainsi été reconditionnés. Les stagiaires peuvent à la fin de la formation racheter un ordinateur à un prix dégressif, incluant le travail qu'ils ont accompli. Sans aucun doute, certains de ces stagiaires en sauront plus que beaucoup sur les secrets d'un ordinateur.

ZOOM

L'association Frédéric Levavasseur s'est développée en 1977 sur les fondations historiques de l'œuvre des Filles de Marie à l'île de La Réunion et tient son nom du père fondateur Frédéric Levavasseur. Premier père catholique créole, ce dernier a cocréé avec sa cousine, Aimée Pignolet Des Fresnes, la congrégation des Filles de Marie en 1849.

Avec treize établissements (IME ou ESAT) répartis sur l'ensemble de l'île, l'association accompagne les personnes en situation de handicap, enfants et adultes, dans leurs apprentissages, mais également dans le sport.

BASE NUMÉRIQUE DU PATRIMOINE



ATELIER

VERS UN PORTAIL CULTUREL NUMÉRIQUE

Le CCEE a souhaité lancer une réflexion autour de la création d'une base numérique du patrimoine. Le numérique peut être mis au service de la sauvegarde de la culture et son partage.

« La transformation numérique de la société touche également le secteur culturel et le secteur du patrimoine autrefois réservé à une élite, explique Davy Vallée, chargé de mission au sein du CCEE. Il existe aujourd'hui de nombreux sites autour de la culture et du patrimoine, mais l'accès est toujours celui des personnes ayant un capital culturel. »

Une étude de l'INSEE, rappelle Luc Gigord, directeur de Solidarnum, montre qu'à peine 7 % des Réunionnaises et des Réunionnais se rendent dans des musées. « C'est quatre fois moins qu'en Métropole ! »

L'idée du portail culturel, c'est de mettre en place un portail participatif dans lequel les citoyennes et les citoyens peuvent proposer des contenus. L'outil doit pouvoir servir à l'Éducation nationale

et l'Éducation populaire. « Nous souhaitons en faire un outil intergénérationnel et interculturel, note Davy Vallée. Pour donner un exemple, une personne va aujourd'hui partager sur sa page Facebook des photos anciennes d'un quartier ou de son évolution. Demain, elle pourra partager ces mêmes photos sur le portail et contribuer ainsi à raconter l'histoire des transports dans l'île et l'évolution d'un quartier. »

L'aspect participatif vise aussi à ne pas concurrencer le patrimoine mis en ligne par les institutions, tout en soutenant également la création artistique.

« Nous aimerions que cette plateforme puisse être un centre de ressources pour les artistes, précise Davy. Prenons un exemple : un réalisateur souhaite créer un film se déroulant dans un passé pas trop lointain, cette plateforme pourrait servir à mettre en relation

ce réalisateur avec des détenteurs d'objets qui pourraient servir pour des décors. »

Il existe de nombreux sites en lien avec les musées et initiatives en cours.

La Bibliothèque nationale de France de La Réunion va lancer un Gallica (site de publication d'archives de la BNF François Mitterrand) en marque blanche. Les Archives ont lancé l'iconothèque de La Réunion. L'Université va mettre en ligne la littérature grise. Il existe également des initiatives

militantes et associatives. « On voit le travail de M. Genevoix qui est enseignant chercheur et a répertorié les cartes de La Réunion. Fabrice Wislez publie un site « Zarboutan passeurs de mémoire » avec des podcasts de granmoun. On peut également citer le travail de la Confrérie des Gens de la Mer (CGM). »

Troisième secteur publiant autour du patri-

Zarboutan, des podcasts de granmoun

moine : les initiatives entrepreneuriales qui rentrent dans l'économie culturelle. On trouve des guides péi qui utilisent Instagram pour parler de leur travail ou l'application Léon qui crée des podcasts sur le patrimoine de l'île. Comment positionner la plateforme vis-à-vis de l'existant et compléter cette offre ? « *Nous souhaitons enfin que cette plateforme puisse permettre aux institutions de repérer des objets à intérêt patrimonial.* » Il faut sur un même objet être capable de repérer l'ensemble des pratiques culturelles autour de l'objet. « *Un parfum peut servir d'objet personnel ou avoir un rôle culturel* », rappelle Davy Vallée.

Dans le même ordre d'idée, un lieu peut être caractérisé par les usages qu'il y a autour. « *Le palaxa est aujourd'hui une salle culturelle au sein de la Cité des arts, rappelle Davy Vallée, à l'origine c'est une fabrique de tabac.* » L'histoire des mythes et des croyances

Repérer des objets à intérêt patrimonial.

peut aussi être documentée avec l'ensemble du vécu autour de l'espace. La question de la langue utilisée pour le site est importante.

« *Le CCEE souhaite mettre une dynamique autour de la langue créole : graphie, prononciation, usages, note Davy Vallée. Prenons l'expression « en l'è » en créole qui traduit le mot « valoriser ». On voit par exemple un néologisme « anlérizé ». On peut aussi conserver des mots anciens qui tendent à disparaître avec d'anciennes pratiques.* » « *Récemment*

La Réunion a perdu M. Ferrère, un collectionneur de mots créoles, explique Mickaël Maillot. Il avait collecté sans les classer des mots du créole. Il y a un vrai travail à effectuer pour sauvegarder ce travail et sauvegarder l'usage littéraire à faire. »

Dernier champ important qui peut être traité via un portail : les déplacements. « *Il y a une histoire des transports en commun et des déplacements.* » Émilie Elizéon, du Centre Régional d'Information Jeunesse, est la coordinatrice des « *promeneurs du net* ». Ce réseau accompagne les jeunes sur les réseaux. « *Sur la partie objet, pourquoi ne pas favoriser l'échange entre les jeunes et les anciens avec la création d'une capsule temporelle dans laquelle ils mettraient des objets qui pourraient être conservés pour être présentés dans quelques années* ».



ZOOM

La Banque des Territoires a lancé un appel à projets pour valoriser le patrimoine numérique. Solidarnum a décidé de répondre à cet appel à projets. « *L'idée est de monter un projet fédérateur et inclusif, explique Luc Gigord. Il faudra recenser et choisir les entités à digitaliser.* » Le projet sera travaillé avec des personnes en situation de handicap.



The background of the page is a dark blue topographic map with white dashed contour lines. The text is centered in the upper half of the page.

RÉSEAU DES FRANCE SERVICES À LA RÉUNION

TABLE RONDE

UN PARCOURS D'INCLUSION NUMÉRIQUE

Les agents France services accompagnent les bénéficiaires dans leurs démarches en ligne ou pas auprès des services publics. Quel peut être leur apport aux parcours d'inclusion numérique ?

Les France services accueillent les particuliers pour les aider dans leurs démarches administratives, qu'elles soient numériques ou pas. Ces démarches s'effectuent auprès des partenaires de l'opération : Caisse des allocations familiales, Direction des finances publiques, ministère de la Justice, Sécurité sociale, Pole emploi ou La Poste.

À La Réunion, ce sont 22 structures qui ont œuvré en 2022, auxquelles s'ajoutent six structures nées en décembre 2022-janvier 2023. Parmi elles, on trouve deux bus (ADRIE et Solidarnum) se déplaçant dans le Nord et deux structures multisites sur Saint-Louis et La Plaine des Palmistes.

« En 2022, les France services ont traité près de 70 000 demandes, soit 250 demandes par jour, avec un taux de satisfaction de 96,9 % », explique Nadine Montagnon, animatrice France services à La Réunion. Au-delà

des chiffres, ce travail des France services est salué par les partenaires, qui trouvent en eux un relais incontournable.

Responsable du lien avec les France services au sein de la Caisse générale de la Sécurité sociale, Sandra Carpaye se félicite des contacts réguliers avec le personnel

France services pour mettre à jour les connaissances.

« Grâce à leur implantation

à La Réunion, la Direction des finances publiques peut être beaucoup plus présente sur le territoire réunionnais et apporter un service, explique Lori Alibert, référente France services au sein de la DRFIP. À titre de comparaison, nous n'avons que onze implantations. »

Près de 87 % des demandes de traitement des impôts viennent des maisons France services, le reste étant traité direc-



tement par des particuliers.

La DRFIP participe aux formations socles des animateurs FS, mais propose également deux temps de formation en lien avec les temps forts de la campagne de déclaration d'impôts et la campagne de diffusion des avis d'im-

position. Au sein de la Direction des finances publiques, certains agents sont référents sur leurs do-

maines offrant aux animateurs FS la possibilité de joindre directement un ou une spécialiste.

Beaucoup de démarches obligatoires aujourd'hui deviennent numériques. La déclaration de revenus s'effectue en ligne. « Aux côtés de ce temps fort, il existe de nombreuses modalités pour nous contacter via des messageries sécurisées, explique Lori Alibert. Du côté des professionnels,



ZOOM

L'ADRIE CONSEILLE EN ITINÉRANCE SUR LA CINOR ET LA CIREST

L'association ADRIE intervient en bureau fixe avec des ateliers. Elle propose également des activités en itinérance sur les territoires de la CINOR et de la CIREST, grâce à un fourgon, labellisé France services.

la déclaration est entièrement numérisée. Le paiement s'effectue également entièrement en ligne. » La CGSS n'a pas d'obligation totalement numérique. « Nous proposons en fonction de la situation des démarches papier, précise Sandra Carpaye, mais nous incitons les particuliers à basculer sur le numérique. » La demande de retraite peut s'effectuer en ligne pour l'ensemble des régimes. Elle permet de sécuriser les échanges et facilite le traitement.

L'Adrie propose des ateliers dans ses locaux, mais il n'est pas évident de récupérer les personnes suivies en itinérance.

Lors de ses démarches en itinérance, Yannick Accot essaye de montrer les démarches qu'il effectue. « Je vais expliquer, sensibiliser les gens sur des éléments fondamentaux comme le mot de passe. » Un des gros avantages, c'est que les bénéficiaires reviennent d'une session

à l'autre. « Quand je vais effectuer une première demande, raconte Yannick Accot, je ferai tout, puis je laisserai la personne entrer ses codes. »

Les France services jouent un rôle de levier vers le numérique : convaincre au quotidien, inciter à se former, proposer des formations. « Il y a des freins, c'est évident, relève Nadine Montagnon. Certains n'ont pas envie d'aller vers le numérique. »

Samuel Marianne, du Centre Régional Information Jeunesse, raconte l'histoire d'un jeune qui était à la rue, mais ne pouvait accéder à aucun document. « Il ne pouvait pas acheter de timbre pour récupérer ses papiers, il était envoyé de structure en structure. » Les échanges entre les France services sont un moyen pour faire face à ces situations et orienter vers les meilleures interlocutrices et les meilleurs interlocuteurs de première aide. « Identifier

les situations problématiques permet de les résoudre entre services, explique Sandra Carpaye. Pour vous donner un exemple, il y avait une rupture de droits pour les personnes qui passaient de Pôle emploi à la CGSS. Nous avons travaillé et expliqué les démarches pour nos collègues de Pôle emploi. » Au sein des services publics, des démarches sont accomplies pour former les personnels et embaucher des services civiques. « Le dispositif des pass numériques est un outil formidable pour inciter les usagers à se former », explique Lori Alibert.

« NOUS AVONS CHOISI L'ULTRA PROXIMITÉ »

HÉLÈNE ROUGEAU

adjointe au maire de Saint-Paul
et déléguée à l'innovation numérique

Pour accéder au numérique, la fibre est un point de départ, mais non une fin. La commune de Saint-Paul a choisi d'organiser sur son territoire des points de permanence pour que cinq conseillères et conseillers numériques rencontrent régulièrement la population afin de l'aider, y compris dans le cirque de Mafate, inaccessible en voiture. Hélène Rougeau détaille le travail mené sur sa commune pour mettre en contact une grande partie de la population avec les Conseillères et Conseillers numériques France Services



En quoi consiste votre mission au sein du Conseil municipal de Saint-Paul ?

Hélène Rougeau : Pour nous l'innovation comprend plusieurs axes : le déploiement du haut débit et de la téléphonie mobile sur l'ensemble de la commune, bien sûr. Pour nous, il y a également un axe très fort autour de la lutte contre la fracture numérique. Nous avons choisi l'ultraproximité pour mener notre action.

Votre commune est une des plus étendues de France, avec un cirque inaccessible, comment pratiquer cette ultraproximité ?

H.R. : Nous avons déterminé 41 points de permanence sur l'ensemble du territoire de Saint-Paul.

Nous avons cinq conseillères et conseillers numériques qui circulent par demi-journées. Il a fallu trouver des lieux d'accueil et nous nous sommes appuyés sur les sites de services publics. L'idée, c'est que chacun puisse être à

41 points de permanence et une visite dans Mafate tous les trimestres

un quart d'heure d'une permanence. Nous proposons également une permanence tous les trois mois dans Mafate.


Combien de personnes atteignez-vous avec ce système ?

H.R. : Ce sont environ 1 200 accompagnements par mois avec les conseillères et conseillers numériques et les Aidants connect, qui sont réalisés. Nous faisons d'ailleurs travailler les Aidants connect et les conseillères

et conseillers numériques ensemble. Les conseillères et conseillers numériques interviennent sur des ateliers, mais également pour de l'aide directe aux démarches (comme les Aidants connect). Ça permet d'aller vers le public le plus éloigné du numérique.

Quels sont les besoins d'une commune comme la vôtre ?

H.R. : Sur les conseillers, financés par l'État, nous avons cinq intervenantes et intervenants, nous aurions besoin d'accompagner près de 20 000 personnes, il faudrait au moins le double. Il y a des besoins pour que les aides arrivent aux gens. En attendant, nous travaillons en coopération avec les écrivains publics pour tout ce qui a un lien avec les difficultés en lecture, écriture.



INCLUSION NUMÉRIQUE ET HANDICAPS : L'ÉVOLUTION

TABLE RONDE

LE SUJET EST ANCIEN, L'ÉVOLUTION EST RÉCENTE

« Ne pas rendre son site accessible, c'est renvoyer les aveugles au Moyen-Âge. » C'est sur une publicité du comité Valentin Haüy montrant un aveugle confronté à un achat dans lequel on lui demande de cocher des cases comprenant des vaches que débute l'atelier consacré à l'inclusion numérique.

« Qui n'a pas été confronté à un captcha une ou deux fois dans sa vie, sans réussir ? demande Pierre Reynaud, président de l'AVH Réunion, référent Accessibilité Numérique et Handicap à l'Université de La Réunion et non voyant. À ce moment-là, vous vous êtes sûrement demandé si vous étiez nul. Ce n'est pas vous le coupable, c'est le concepteur. On doit pousser à un numérique conçu pour

les utilisateurs, pas d'un numérique conçu pour et par les informaticiens. » La plus ancienne loi d'accessibilité numérique date de 1999, lorsque Lionel Jospin était Premier ministre. Si le sujet est ancien, l'évolution elle, est récente et liée aux suites du Covid. « Il n'y a pas d'accessibilité numérique sans inclusion », explique Pierre Reynaud.

Arnaud est sourd de naissance, il s'exprime exclusivement par signes. Pour se connecter, il utilise un ordinateur ou un téléphone. Sa vie numérique ressemble à celle des autres jeunes sur les réseaux sociaux. Il gère également ses démarches en ligne, mais ce n'est pas toujours simple. « J'ai du mal à effectuer mes démarches

car j'ai du mal avec la langue française. Si c'était traduit en langue des signes, ce serait plus simple pour moi à comprendre. » Arnaud préfère communiquer par vidéos. Si les sous-titres sont appréciables, le doublage en langue des signes est un vrai plus.

« Pour les sourds, il est difficile d'apprendre à lire car ils n'ont pas accès à la phonétique, explique Myriame Van Lede de l'Institut Régional des (jeunes) Sourds et Aveugles de Marseille (IRSAM).

Pour vous donner une idée de ce que peut vivre un sourd, il faut s'imaginer regarder cette vidéo sans sous-titre. Là, un certain nombre d'entre nous seraient en situation de handicap car nous ne parlons pas en langue des signes. »

Comment guider les personnes autistes ? Une éducatrice spécialisée au sein de l'association Frédéric Levasseur explique comment décomposer les actes pour qu'une personne autiste puisse accéder aux bases d'internet. « Ce n'est pas évident de montrer qu'en cliquant sur une image, on accède à quelque

Proscrire les pavés dans les sites administratifs





choses. Il faut absolument présenter les choses avec des images. S'il y a trop d'écrit, c'est trop abstrait.» Comment améliorer la qualité Web ? « Ce qu'on va faire pour les autistes va simplifier la vie de tous, explique Pierre Reynaud. Si vous simplifiez la langue, ça va profiter au plus grand nombre : allophones, illettrés. Qui n'a pas calé sur un papier administratif absolument abscons ? Sur l'Université, nous avons décidé de travailler sur ce défi : simplifier pour donner accès à des savoirs complexes de manière simple. »

L'association Webcup intervient régulièrement pour accompagner des personnes ayant un handicap mental.

Fabien Degieux, son directeur, relève régulièrement les blocages qui arrivent avec le jargon. « Avant, il était possible d'appeler une personne pour se faire aider. Aujourd'hui, c'est plus com-

pliqué. Il y a des lois qui obligent à rendre les sites internet accessibles, mais on se rend compte que celles-ci ne sont pas appliquées, y compris dans des sites publics. »

Le système FALC signifie « Facile à Lire et à Comprendre ». C'est un système d'écriture qui vise à rendre l'écriture accessible au plus grand nombre.

Emilie Elizéon, formatrice au sein du Centre Régional Information Jeunesse, explique qu'il faut privilégier cette approche du FALC pour l'ensemble des formulaires. Le chèque numérique existe pour aider les entreprises à créer leurs sites. « C'est un super dispositif, remarque Fabien Degieux, il aurait été intéressant d'obliger les entreprises percevant ce chèque à garantir l'accessibilité. » Christophe Lebon présente l'application Sens, qui a été réalisée avec l'aide de personnes handicapées dans

la région d'Angers. Cette application est gratuite.

Il existe de plus en plus de solutions pour accompagner les personnes porteuses de handicap. La Webcup a travaillé avec une personne formée dans le domaine de la médiation numérique et l'inclusion pour bâtir une offre de formation adaptée. « Nous réalisons un parcours sur mesure pour chaque personne », précise Fabien Degieux. Le HandiCAR, mis en place par l'IRSAM, est, lui, proposé dans le cadre de partenariats. « C'est un système mobile qui se déplace à la demande et gratuitement », explique Myriame Van Lede.

Pierre Reynaud plaide pour la création d'une filière accessibilité au sein des cursus numériques. « Il y a des sensibilisations dans les écoles. Or, il faut une montée en compétence rapide sur le sujet. » L'Université de La Réunion travaille sur une formation sur l'accessibilité numérique.

« TOUT EST POSSIBLE, À CONDITION DE RENDRE LE NUMÉRIQUE ACCESSIBLE ! »

CHRISTOPHE LEBON

Coordonnateur du dispositif HandiTIC+

Christophe Lebon coordonne le dispositif HandiTIC+ pour favoriser l'accès des bénéficiaires du centre de La Ressource IRSAM aux nouvelles technologies. Au préalable, il a exercé comme enseignant spécialisé pendant 13 ans au sein de l'établissement.

HandiTIC +, c'est un dispositif dédié au départ aux déficientes et déficients sensoriels ?

Christophe Lebon : Ce dispositif favorise la prise en main du numérique pour les déficientes et déficients sensoriels, mais qui est étendu à tous les publics en situation de handicap. Nous présentons des solutions et du matériel, adaptés à chacun : loupes, appareils auditifs, logiciels.

Vous travaillez également sur l'accessibilité pour les personnels ayant un handicap mental ?

C.L. : Nous menons un partenariat avec Solidarnum sur le Run Fab-Lab autour de solutions simples pour faciliter l'accès à des documents. Ce dispositif permet également la formation à des apprentissages pour se repérer sur un clavier ou mettre en place des acti-

tivités ludiques. Nous accueillons des enfants qui présentent un handicap rare avec des traits autistiques et HandiTIC+ réfléchit à des solutions adaptées en lien avec le fablab, comme par exemple des pictogrammes en 3D pour faciliter la communication de ces enfants.

Vous menez également un travail en direction des déficients visuels avec Solidarnum ?

C.L. : Nous souhaitons accompagner des jeunes déficients sensoriels avec ou sans troubles associés pour créer grâce aux fablabs, des outils adaptés à leur vie de tous les jours, comme des supports pour téléphones portables, tablettes...

Comment voyez-vous les défis qui nous attendent en matière d'accessibilité ?

C.L. : Aujourd'hui tout est possible grâce aux nouvelles technologies.



ZOOM

La Ressource IRSAM est agréée pour intervenir auprès d'enfants, d'adolescentes et adolescents et jeunes adultes âgés de 3 à 20 ans. 70 % des bénéficiaires sont scolarisés avec un accompagnement spécialisé, soit sous forme d'unité d'enseignement spécialisée encadrée par des professionnels (23 unités / classe en tout sur La Réunion). HandiTIC+ intervient sur ces classes pour du suivi ou interventions techniques. Un service est dédié à l'insertion préprofessionnelle, il accompagne des jeunes en situation d'apprentissage et intervient de ce fait dans le milieu professionnel.

On peut rendre beaucoup de choses accessibles, à condition de faire preuve de créativité et d'écouter les retours des usagers. Je remarque souvent que les actions en direction des personnes handicapées facilitent très souvent la vie du grand public.

«PAS D'INCLUSION SANS ACCESSIBILITÉ ! »

PIERRE REYNAUD

L'accessibilité numérique, Pierre Reynaud en a fait son cheval de bataille et son métier. Référent accessibilité numérique à l'Université de La Réunion, président de l'association Valentin Haüy et non voyant, il constate qu'un cap a été franchi avec la crise du Covid, mais il reste encore beaucoup à faire pour mettre le numérique à la portée de toutes les usagères et usagers. Il détaille le chemin à parcourir pour améliorer l'accessibilité pour toutes et tous.

En 2018, lorsqu'a eu lieu le premier NEC où en était l'accessibilité ?

Pierre Reynaud : On n'en était pas loin. Dans les premiers NEC, les spécialistes de l'accessibilité numérique, comme moi, ont eu l'agréable surprise d'entendre parler d'inclusion numérique. Nous nous sommes dit, ça y est, on va en discuter. Malheureusement, on parlait beaucoup d'accompagner les publics éloignés du numérique, mais on ne se posait pas la question de l'accessibilité, ou de façon marginale.

Où en est-on cinq ans plus tard ?

P.R. : On a eu des catastrophes entre temps : le Covid 19. Le seul moyen pour sortir de chez soi, c'était le numérique. On a alors fait en trois jours, ce que nous n'aurions pas été capables de faire en dix ans.

Aujourd'hui, ça paraît naturel de se réunir en visio et de pratiquer le télétravail, avant le confinement, c'était impensable. Aujourd'hui, on remplace de plus en plus les fonctionnaires par des formulaires. Or, si le formulaire est mal fait, comme beaucoup le sont, une partie de la population n'accède plus aux démarches !

Quel est le défi numéro 1 ?

P.R. : La dématérialisation, c'est un TGV qui accélère d'année en année. Jusqu'au confinement, les personnes en situation de handicap avaient un vélo pour suivre, maintenant, c'est un vélo à assistance électrique..

Il faut d'urgence former les acteurs et actrices du numérique et de la communication à l'accessibilité. Il faut qu'on applique la loi et ça demande une volonté politique de porter cette accessibilité.

Comme sur le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), il faut qu'il y ait des sanctions pour non-respect. Depuis le comité interministériel d'octobre 2020, l'accessibilité a enfin sa place dans l'action publique.

Quand tu galères sur une démarche en ligne, tu as tendance à penser que tu es nul. Tu ne vas pas oser demander de l'aide.

Il faut inverser le truc, si tu n'arrives pas à le faire, c'est peut-être que ça n'a pas été

bien fait. Il faut prendre conscience qu'il n'y aura jamais d'accessibilité totale. Il faudra toujours prévoir un humain pour aider à la démarche.



« Le coupable, c'est pas l'utilisateur, c'est le concepteur ! »

L'INCLUSION NUMÉRIQUE AU CŒUR DE L'UNIVERSITÉ DE LA RÉUNION



Olivier Sébastien

Accueillant près de 20 000 étudiantes et étudiants, répartis sur plusieurs sites, l'Université de La Réunion a placé au cœur de ses préoccupations l'inclusion numérique, proposant avec le NEC une formation destinée aux enseignantes et enseignants et formatrices et formateurs pour les aider à penser l'inclusion en amont de leurs préparations.

« La formation aux interfaces est un travail de longue haleine, explique Olivier Sébastien, vice-président en charge des usages et développement du numérique. Il faut former les développeurs. C'est une mission à laquelle

nous souhaitons contribuer. »

Sur ce point, l'Université a recruté un

réfèrent, Pierre Reynaud, qui l'accompagne dans l'évolution des usages. « Le cœur de notre travail c'est la recherche. Il faut que le monde de la médiation numérique n'hésite pas à solliciter nos équipes pour répondre à leurs questions. Nous pouvons même résoudre plusieurs problèmes en

même temps. » Sur un cas très simple, tel que l'utilisation de documents PDF, l'Université de La Réunion a créé un véritable savoir-faire permettant de rendre ces documents inclusifs, écologiques et de faciliter le travail des étudiants.

« Souvent les PDF ne sont pas lisibles par les logiciels pour les non-voyants, notamment lorsqu'ils utilisent des textes qui sont en fait des images, explique Olivier Sébastien. Si on garde un texte au format, le document devient accessible, mais on pourra également chercher des mots dedans et gagner de l'espace de stockage pour le document. »

ZOOM

L'IAE SE FORME À L'INCLUSION

Benjamin Meunier, professeur à l'Institut d'Administration des Entreprises, composante de l'Université de La Réunion, a monté un projet avec les masters 2 autour de l'inclusion numérique. Son idée ? Former les futurs marketeurs et marketeuses et entrepreneuses et entrepreneurs du digital à inclure tous les publics dans leur approche. « Nos étudiants viennent prendre le pouls des débats. Ils planchent sur un projet commandé par l'association Webcup qui propose des ateliers autour du digital et de la robotique. » Le défi, c'est que les étudiantes et les étudiants doivent intégrer les codes de l'inclusion, y compris le langage « facile à lire et à comprendre » qui permet de rendre un texte intelligible pour des personnes ayant un handicap mental.





**APPORT DES
TRAVAILLEURS
SOCIAUX ET
SERVICES PUBLICS
AUX BÉNÉFICIAIRES**



TABLE RONDE

APPORT DES TRAVAILLEURS SOCIAUX ET SERVICES PUBLICS AUX BÉNÉFICIAIRES

Paradoxalement, ce sont celles et ceux qui ont le plus besoin du numérique pour leurs démarches avec les services publics qui en sont le plus éloignés. Quel peut être l'apport des travailleurs et travailleurs sociaux et des institutions face au défi de la fracture numérique qui traverse La Réunion ?

En 2019, une étude a révélé l'intense fragilité des Réunionnaises et Réunionnais face au numérique. L'Analyse des Besoins Sociaux (ABS) a montré que les personnes rencontrant les plus grandes difficultés dans l'accès au matériel, au logement, aux réseaux ou à la maîtrise des outils sont paradoxalement les mêmes qui ont besoin d'un grand nombre d'e-relations avec les services publics pour résoudre leurs problèmes.

L'Institut National Statistique et Etudes Economiques (INSEE) et le Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de

Vie (Crédoc) ont créé un indice pour montrer cette fragilité.

« Il y a une réalité de la fracture numérique à La Réunion, relève Luc Gigord de Solidarnum, animateur du débat. *Deux communes sont particulièrement touchées : Le Port et Saint-Denis. Comment mieux identifier les personnages en décrochage ? Quel est le ressenti des bénéficiaires ? Faut-il adapter les outils à ces personnes ? Comment mettre en place des outils de médiation ?* » Pour

Une génération de travailleuses et travailleurs sociaux concernée également par la fracture

disposer d'un diagnostic, l'équipe de médiation numérique de la ville de Saint-Paul a mené des enquêtes. Yohann Rivière, conseiller numérique, s'est rendu sur plusieurs bassins de vie (La Saline, Fleurimont, etc.) pour

rechercher des volontaires, prêts à partager leur expérience du numérique.

« J'ai échangé avec les bénéficiaires qui participent aux ateliers ou sont accompagnés dans leurs démarches. Ces bénéficiaires sont très demandeurs. Nous rencontrons souvent des personnes âgées de plus de 70 ans.

Ce sont des personnes qui ont besoin d'être accompagnées, mais ont des réticences vis-à-vis des ateliers. On commence à avoir également des jeunes de 18 ans ou moins. Ils savent utiliser Facebook ou Snapchat, mais n'ont pas le réflexe du mail professionnel. »

Françoise Duchemann du Collectif Moufia-Bois de Nèfles reçoit un public différent : *« Nous rencontrons des personnes âgées de plus de trente ans, souvent illettrées. Mais, nous avons des personnes qui veulent apprendre le numérique. »*

Denise Babas est bénéficiaire d'une formation auprès du Collectif.

Elle témoigne (en créole) : *« Je voulais réussir dans ma vie, apprendre à rédiger une lettre. Grâce à la Case à lire, j'ai pu apprendre et progresser. J'ai un ordinateur, mais je ne l'utilise plus car il n'est plus bon. Je travaille sur l'ordinateur du collectif. Je suis autonome aujourd'hui et j'arrive même à comprendre les courriers que je reçois. »*

Jérôme Pierre-Louis est doctorant en sociolinguistique et étudie l'accueil des personnes handicapées en Établissements ou services d'aide par le travail (ESAT). *« Lors de mes enquêtes, j'ai travaillé sur les intervenants et travailleurs sociaux.*

Beaucoup ont débuté dans leurs métiers avant la vague du numérique. Certains sont découragés dans leurs parcours de validation des acquis, à cause de cet éloignement. » Si les témoignages sont souvent positifs, il existe une réalité : celle du manque de formation. *« Quand les personnes disent qu'elles n'ont pas suffisamment de temps, explique Françoise Duchemann, c'est également parce que les lieux de formations sont aussi des endroits où elles peuvent avoir un lien social. »*

Dans les différents témoignages, Hélène Rougeau, adjointe au maire de Saint-Paul, entend souvent la question des services publics. *« Il y a clairement un manque du côté de l'État, constate l'élue. C'est bien beau de tout dématérialiser, mais il faut comprendre que*

l'illectronisme se cumule avec d'autres fragilités. Il y a une inégalité extrêmement forte entre les personnes. Il faut une prise de conscience générale pour que qui que ce soit, où qu'il se trouve, puisse accéder à tous les services de la Nation. La notion de service public doit répondre à cette

injustice. » La société a créé la fracture numérique relève Anaël Sauter Panchoo, ingénieure en formation au sein de l'IRTS. *« Dans nos formations, nous préparons les travailleurs sociaux au numérique. Nous veillons à conserver un accompagnement, via un tutorat, dans lequel le numérique s'efface pour laisser sa place au lien social. »* L'IRTS Réunion participe à un appel à projet national avec treize autres instituts. La Réunion planche sur la partie numérique du travail social.

La société a créé la fracture numérique



« LE JEUNE PUBLIC N'EST PAS TOUJOURS ARMÉ FACE À LA DIGITALISATION »

SYLVAIN GOETZ

Coordinateur Mission locale Nord

La mission locale, Sylvain Goetz connaît. Depuis vingt ans, il intervient et accueille des jeunes de 16 à 25 ans en rupture avec le système scolaire. Il s'occupe plus particulièrement des questions numériques. Pour lui, les jeunes ont également besoin de médiation numérique.

Existe-t-il une fracture numérique pour les jeunes que reçoit la Mission locale ?

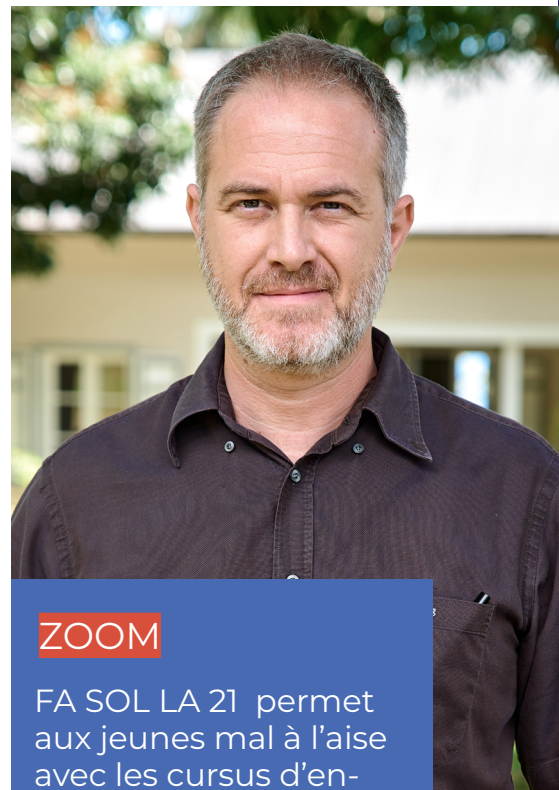
Sylvain Goetz : Face à la digitalisation des éléments, le public n'est pas toujours armé. Nous essayons de les aider à réduire la distance avec le numérique. Nous proposons des ateliers de diagnostic, suivis d'ateliers qui permettent une montée en compétences.

Que trouve-t-on dans ces ateliers ?

S.G. : Le gros des ateliers tourne autour de la construction et réalisation de CV. Nous proposons différentes plateformes en fonction du niveau de l'utilisateur. Pour les personnes les plus éloignées du numérique, nous utiliserons un système accessible, Diagorienté, qui permet de travailler sur les compétences personnelles et de réaliser un CV. Dans d'autres cas, si le bénéficiaire veut un CV plus travaillé, on va diversifier avec une découverte du pack Office le plus couramment utilisé. Pour les profils avancés, on les emmène vers des plateformes type Canva, qui permettent de peaufiner le rendu.

Comment fonctionnent les ateliers mis en place avec le Run FabLab ?

S.G. : C'est une action qui entre dans le cadre du dispositif Contrat d'Accompagnement Jeune (CEJ). Les jeunes ont participé à une action de montée en compétences autour du numérique, avec une découverte d'outils du fablab. Nous avons mis en place également une action de création de t-shirts avec une impression numérique. Une trentaine de jeunes ont participé à ces actions qui entrent dans le cadre de « Detak », un dispositif de la Mission locale orienté culture, écologie, citoyenneté et numérique.



ZOOM

FA SOL LA 21 permet aux jeunes mal à l'aise avec les cursus d'enseignement proposés de s'engager dans des voies professionnelles qui retiennent durablement leur attention.

La formation inclut de plus une dimension de recyclage de déchets plastiques. Après un diagnostic initial, une montée en compétences numériques des apprenants leur permet de suivre trois parcours qualifiants : Maintenance et reconditionnement informatique, Modélisation et fabrication 3D, Recyclage et injection plastique.

Les partenaires de Solidarnum sur ce projet : Fondation Orange, Pôle emploi, IXEO, Réunion 3D 1 Prim, Mission locale Nord



**CERTIFICATION,
LABELLISATION ET
VALORISATION
DES COMPÉTENCES**

ATELIER

UNE NOUVELLE MANIÈRE DE CARTOGRAPHIER LES COMPÉTENCES

L'atelier « Certification, labellisation et valorisation des compétences » est organisé autour de miniconférences, d'une présentation de type Pecha Kucha et d'un World café avec un débat pour savoir ce qui est mieux entre les badges et les compétences.

À partir des témoignages de Marika et Paul, les participantes et participants doivent réaliser leurs présentations suivant le modèle Pecha Kucha. Lena Félix du Centre Régional Information Jeunesse débute le premier Pecha Kucha sur le thème des badges. « Je vais vous parler de ma rencontre avec Émilie, mon acolyte. Nous sommes arrivées ensemble, le même jour. Nous avons évolué sur les mêmes postes, jusqu'à

devenir formatrices. Nous avons les mêmes parcours et pourtant, nous étions très différentes. Ce qui nous a permis d'en arriver là, ce n'est pas notre CV, mais tout ce qui n'était pas écrit dessus. Le recrutement ne doit pas être seulement une question de chance. J'ai alors découvert « ERO », c'est l'Ecosystème de Reconnaissance Ouverte. C'est une plateforme avec des badges. Le système me rappelait les médailles

que j'obtenais lorsque j'effectuais des compétitions de danse, jeune. Ces médailles m'ont donné confiance en moi. Ce sentiment de reconnaissance, j'aimerais qu'on puisse l'offrir à tout le monde. Pas besoin d'être une institution pour attester que quelqu'un sait faire quelque chose.

Si on sait faire quelque chose, il est facile de le montrer grâce au numérique. ERO permet de faire figurer l'ensemble de ses réalisations dans le CV. J'ai intégré ERO dans mes formations, mais j'ai été déçue. Ça fonctionne un moment, mais les apprenants ne l'utilisent qu'un temps et pas sur le long terme. Je me suis alors demandée ce dont mon public avait besoin. Je n'avais pas suffisamment écouté mon public. Il fallait que je construisse avec lui la solution. ERO était une solution parmi d'autres. Ce qui était fort, c'est qu'ERO disposait d'une forge, c'est-à-dire d'un endroit pour indiquer les compétences que je suis en train de mettre en place. Il fallait

MINICONFÉRENCE DE MARIKA DUGAIN

Marika Dugain a suivi deux formations aux métiers du numérique au sein de l'AFPAR et travaille aujourd'hui en qualité d'agent administrative guichetière, lieu où elle a effectué son stage. « Lors de ma formation, j'ai appris à être autonome, ce qui m'a bien rendu service en entreprise. Aujourd'hui sur La Montagne, je travaille avec des personnes, beaucoup ne savent pas utiliser Internet. Mon objectif, c'est de réduire la fracture numérique dans mon quartier. »

MINICONFÉRENCE DE PAUL FORCINA

Médiateur numérique au sein de la Webcup, Paul Forcina a effectué une formation numérique au sein de l'AFPAR. « Suite à cette formation, j'ai effectué mon stage à la Webcup, qui m'a ensuite embauché. Ils ont remarqué que j'avais les compétences pour mener un atelier avec des personnes. » Paul utilise régulièrement les compétences qu'il a acquises durant sa formation. « Jeunes ou moins jeunes, je sais m'adapter aux différents publics », précise-t-il.



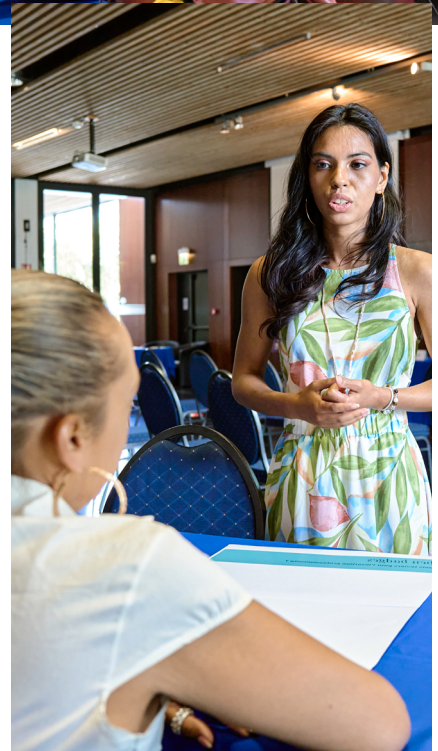
que je donne un accompagnement sur le long terme. »

Stéphan Aubert, enseignant à l'Université de La Réunion, a choisi lui de parler de Pix en mode Pecha Kucha : « L'Université de La Réunion a été précurseur dans l'utilisation de Pix, une plateforme permettant de développer et évaluer ses compétences numériques. On peut y apprendre en se testant, via des défis à relever. Pix offre des recommandations de formations ciblées sur un compte sécurisé. Seize compétences y sont présentées et réparties en cinq domaines : informations et données ; communiquer et collaborer, création de contenu, protéger et sécuriser ; connaître l'environnement. On obtient un score Pix qui résume le niveau. Chaque Pix gagné permet de progresser dans les différentes com-

L'université a été précurseur dans l'utilisation de Pix

pétences. Pix est conçu sur trois plateformes et les enseignants peuvent l'utiliser pour réaliser des parcours. La certification dure une heure quarante-cinq, quel que soit le nombre de questions. L'Université s'est positionnée sur Pix+Droit, pour laquelle l'étudiant devra avoir passé la certification Pix. Nous mettons en place un Pix+Pro santé qui s'appuie sur le socle en santé. »

Le World café réunit deux équipes, une défendant les vertus des Titres professionnels et une défendant les micro credentials : Samuel Ablancourt, référent en reconnaissance informelle au sein de la SCIC Kolektif et Cyldric Robert, formateur au sein de l'AFPAR, qui défendait les vertus des titres professionnels. Les micro credentials sont une nouvelle manière de cartographier les compétences, notamment les compétences fines, pas encore validées.



ZOOM

PECHA KUCHA : MODE D'EMPLOI

Un Pecha Kucha est une présentation créée par des graphistes pour réduire le temps des présentations et obliger les conférenciers à simplifier leurs slides. En six minutes, il faut enchaîner 20 slides (soit 20 secondes par slides).



L'ÉQUIPE DE SOLIDARNUM EN ACTION !





Daniel Membrives de Solidarnum, Pierre Reynaud (AVH Réunion), Jean-Pierre Pothier (Région) et Olivier Sébastien (Université)

INAUGURATION DE ZOT FABRIK

LA FABRIQUE DE TERRITOIRE DU NORD !

Le NEC 974 2022 a accueilli l'inauguration de Zot Fabrik, la fabrique de territoire du nord de La Réunion. Portée par Solidarnum, Zot Fabrik met en réseau les tiers-lieux pour les accompagner dans leur développement.

On a sorti le ruban et les ciseaux pour une coupe symbolique et conjointe. C'est que Zot Fabrik a pour vocation de réunir du monde.

Autour du Run FabLab, les tiers-lieux du nord de La Réunion pourront se retrouver et disposer de ressources et de connaissances. Zot Fabrik est née d'un appel à manifestation d'intérêt lancé par l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires et baptisée Fabrique de territoires. L'idée, c'est de faire d'un tiers-lieu, spécialisé dans le numérique, une référence et un lieu de ressource pour les

autres tiers-lieux. La Réunion dispose de sept fabriques de territoires. Si l'inauguration a eu lieu durant le NEC 2022, le travail de fédération a débuté bien plus tôt. La fabrique dispose d'ailleurs d'une page Facebook dédiée qui permet de suivre son activité et notamment les ateliers mis en place.

Engagée dans le numérique de longue date et gestionnaire du Run FabLab à Saint-Denis, Solidarnum avait quelques atouts pour être lauréat de l'appel à projet.

 <https://www.facebook.com/ZotFabrik>



« LE NUMÉRIQUE EST UN LEVIER D'INCLUSION »

CATHY FONTAINE

Directrice des Projets Innovants chez Orange Réunion Mayotte, Cathy Fontaine est une habituée des NEC 974. Elle explique en quoi ce partage d'idée cadre avec les valeurs d'inclusion et de responsabilité d'Orange.

Pourquoi participer à un événement Numérique en Commun[s] ?

Cathy Fontaine : C'est un événement important pour agir pour un numérique inclusif. Quand Solidarnum nous a parlé de cette manifestation, nous avons saisi cette chance du dialogue et de la coconstruction. Nous pensons qu'une entreprise doit être à l'écoute de son territoire et nous croyons à la force du collectif.

Comment Orange place l'inclusion au cœur de ses projets ?

C.F. : Orange est l'acteur de confiance qui donne à chacune et à chacun les clés d'un monde numérique responsable. C'est à l'aune de notre raison d'être que nous avons fait de l'inclusion numérique un des piliers d'engagement de notre plan stratégique Engage 2025. Les technologies numériques changent le monde et contribuent au développement des sociétés, au point qu'elles peuvent être assimilées à un besoin fondamental.

L'engagement d'Orange pour l'inclusion s'adresse à la société à travers des dispositifs d'inclusion et de solidarité numériques. Je pense ainsi à l'entrepreneuriat innovant, à l'écosystème numérique, qui est l'un des plus susceptibles de conduire les changements d'usages du numérique à venir. Nous nous efforçons de contribuer aux synergies entre acteurs, aux écosystèmes d'accompagnement et d'échanges, à la diffusion

des savoirs dans une démarche d'Open innovation. Et pour viser à faire du numérique une chance pour tous sur le territoire, nous avons lancé, en juin 2022, l'Orange Digital Center Réunion Mayotte, un programme gratuit et accessible à tous, pour se familiariser au monde numérique.

Depuis le Covid, vous avez également déployé des ateliers numériques accessibles en ligne ?

C.F. : Durant la période de confinement, nous avons souhaité offrir des modules en ligne pour aider celles et ceux qui ressentaient le besoin d'être accompagnés dans leur découverte du numérique. Ce sont les Ateliers Numériques Orange.

Le dispositif se poursuit et il est également déployé, en physique, dans la boutique Orange de Saint-Denis. D'autres ateliers numériques sont déployés avec des partenaires.

La Fondation Orange joue un rôle dans le soutien aux associations ?

C.F. : Dans le domaine du numérique solidaire, la Fondation Orange propose régulièrement des appels à projets pour ses programmes d'éducation numérique Fablabs Solidaires et Ateliers Numériques pour les jeunes en décrochage scolaire, et Maisons Digitales, pour les femmes sans emploi ni qualification. Les associations peuvent ainsi candidater pour un soutien en déposant leur projet.



FABIEN DEGIEUX

Directeur de la Webcup

« Nous travaillons sur l'inclusion depuis 2016, avant même que le mot soit connu ou reconnu », se souvient Fabien Degieux, directeur de la Webcup. Son association organise des concours de création de sites web ou de création d'entreprises, comme le Start-up Week end. Elle gère également des Webcup campus présents sur Saint-Denis, Saint-Pierre, Saint-Paul et Petite-Île.

« Sur ces sites, nous réalisons des accompagnements aux démarches en lignes et proposons des stages et des initiations, précise Fabien Degieux. Nous proposons notamment des stages pour les jeunes avec du coding, de la cybersécurité, un travail sur des logiciels de montage. » L'idée, c'est de s'amuser avec le numérique, voire motiver des orientations professionnelles.

« Nous proposons des créations de jeu vidéo avec Scratch (8-12, 13-18), petit logiciel qui permet d'acquérir des logiques d'algorithmie, pour les 13-18 on initie à Unity. Nous les poussons à être des créateurs de contenus. Chez nous, ils créent les contenus, sons, vidéo, jeux. » En 2022, l'association a connu un gros redémarrage post Covid avec environ 3 000 personnes sur les campus.



JAMES CARATINI

Directeur Sciences Réunion

Association de promotion des sciences, Sciences Réunion œuvre depuis plusieurs années à La Réunion. Il y a six ans, l'association a mis en place un fablab, face au collège de l'Étang. « Nous avons créé ce fablab, dans un quartier en difficulté, explique James Caratini, directeur de l'association. C'est un travail en partenariat avec la Société Anonyme d'Habitations à Loyer Modéré de la Réunion (SHLMR) dans une résidence. Dans notre local, nous accueillons des start-up en prototypage, des jeunes sur des stages autour de la robotique et des temps de tiers-lieu où tout le monde peut venir se former et prototyper. »

Un fab manager propose pour les enfants des ateliers tous les mercredis. « Il travaille également avec l'école de la deuxième chance sur des projets autour du recyclage de matières plastiques, notamment avec des machines à coudre, raconte James Caratini. On a une ouverture sur le collège de l'Étang, l'idée c'est d'accueillir les jeunes du quartier pour attirer les familles. Certains reviennent le samedi. »

LES CAMIONS NUMÉRIQUES

HandiCAR

Un espace mobile pour une meilleure accessibilité au numérique

La Ressource IRSAM a mis en place sur La Réunion l'HandiCAR, un camion aménagé qui permet de présenter un ensemble de solutions innovantes et technologiques pour les personnes en situation de handicap.

L'HandiCAR de La Ressource IRSAM est équipé de dispositifs permettant une adaptation de l'environnement pour des déficientes et déficients sensoriels : du télé agrandisseur pour une meilleure accessibilité aux informations au dispositif Jenile qui transforme les sons en alertes visuelles.



« Le bus intervient à la demande d'instituts, de collectivités, d'écoles ou d'associations, explique Christophe Lebon, coordonnateur d'HandiTIC+. L'idée de ce système est de montrer des moyens pour qu'une personne puisse accéder au numérique de manière autonome. »

Zot Kamyon Nimérik

Pour rapprocher le numérique des habitantes et habitants de la CINOR

Né d'un partenariat entre Solidarnum et la CINOR, ZKN, comme Zot Kamyon Nimérik, est un camion équipé de différents outils du numérique. On peut grâce à lui découvrir l'impression 3D ou être accompagné dans ses démarches administratives à travers son portage pour la CINOR du dispositif France services. Le camion tient des permanences à proximité immédiate des populations isolées dans les Hauts et les Quartiers Prioritaires de la Ville des communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne. Le dispositif possède une page Facebook qui permet de suivre ses aventures et d'être informé de son passage : **ZKN - Zot kamyon nimérik**



ZOOM L'APPLICATION SENS

Comment devenir autonome une fois sorti du système des instituts quand on est déficiente ou déficient sensoriel ? Présentée par l'IRSAM, l'application Sens offre un accompagnement géolocalisé personnalisé pour les jeunes dans leurs démarches d'insertion professionnelle, de recherche de

logement ou de santé. Cette application est le fruit d'une collaboration réunissant : L'ARS Pays de Loire, le GIAA apiDV, 31.22 productions (vidéos), Idix (développeur), Vice et Versa (traduction des textes en LSF), la Fondation pour l'Audition (partenaire financier), VV3 Pays de Loire (porteur du projet).



**INCLUSION ET
TRANSITION
NUMÉRIQUES
CHEZ LES
PROFESSIONNELS**



INCLUSION ET TRANSITION NUMÉRIQUES CHEZ LES PROFESSIONNELLES

L'atelier consacré à l'inclusion numérique chez les professionnelles et professionnels propose des regards croisés sur les enjeux de la transition et de la transformation numérique pour ce même public, ainsi que les difficultés qui peuvent être rencontrées dans leur mise en œuvre.

« L'inclusion numérique doit-elle être conjuguée avec la compétitivité ? demande Cathy Fontaine, d'Orange Réunion. Faut-il privilégier le point de vue de la transformation ou de la transition, qui ne sont pas la même chose ? »

Pour définir la stratégie numérique, la définition choisie est celle proposée par francenum.gouv.fr, portail de la transformation numérique des entreprises : « Définir une stratégie pour l'entreprise sur le numérique afin de l'adapter à son environnement et à sa crois-

sance ». Quelle différence entre transition et transformation ? Dans le premier cas, il s'agit, à partir d'un existant, d'améliorer le travail. La transformation, elle, suppose de repartir à zéro pour tout changer. Le site francenum.gouv.fr propose des outils pour élaborer un plan depuis le diagnostic initial jusqu'à la mise en place.

La sixième édition du Baromètre « Croissance et Digital » est une étude qui

suit les conditions d'utilisation du digital dans le commerce. Elle montre que le digital contribue au chiffre d'affaires, permet le développement du commerce local et peut être un atout dans une stratégie omnicanale. 70 % des commerçants ont une page sur les réseaux sociaux.

La deuxième partie de l'atelier présente un panorama rapide des différents accompagnements proposés par les intervenantes et intervenants pour aider les profession-

Une génération de travailleuses et travailleurs sociaux concernée également par la fracture

nelles et professionnels dans leur transition numérique.

Céline Fayard, chargée de mission au sein de l'association Smart city Réunion, présente des outils adaptés au commerce local. « *Il faut considérer que ce sont des outils au service de l'utilisateur. C'est un confort qu'on lui offre. Au sein de votre stratégie, les outils doivent répondre aux besoins des usagers. Il faut réfléchir avec l'ensemble des acteurs et des associations qui interviennent dans la médiation numérique afin d'embarquer tous les utilisateurs.* »

Le digital est devenu incontournable, mais tout le monde n'en a pas conscience et n'a pas conscience d'y être quand même. Comme le rappelle Garlann Nizon, qui accompagne des entreprises dans la Drôme : « *un boulanger ne vend pas son pain via le numérique, mais il peut recevoir des avis via Google. Il doit donc être conscient d'y être.* »

Comment faire lorsqu'on est une Très Petite Entreprise pour maîtriser le digital ? Charly Blard accompagne les entreprises au sein de la Chambre de Commerce et d'Industrie. « *Nous allons inclure dans nos propositions d'accompagnement des*

fiches actions. J'ai par ailleurs mis en place une formation à la stratégie opérationnelle. » Il existe des entreprises qui accompagnent les petites structures et des formations pour les équipes.

Jimmy Berfroi de l'Adie Réunion Mayotte plaide pour ne pas opposer le numérique à l'humain. « *Nous nous adressons à un public qui n'a pas accès au capital et qui est souvent éloigné des outils numériques. Nous avons dû adapter nos méthodes pour accompagner ce public.* »

Les dispositifs s'intègrent dans la stratégie de territoire. « *Depuis 2020, la Région Réunion a pris le parti d'accompagner les Très Petites Entreprises, explique Mickaël Ha-Sum. Nous avons mis en place le Chèque numérique, qui est devenu le Kap Numérique. Plus de 3 000 dossiers ont été gérés jusqu'à aujourd'hui. Cette version de l'accompagnement s'arrêtera en mars 2023 pour les dépôts de dossiers.* »

En parallèle, la collectivité a mis en place le Pass numérique pour aider les personnes à se former. « *Aujourd'hui, les chefs d'entreprise qui sont en difficulté face au numérique peuvent se former via ce pass, notamment*

pour remplir leurs demandes d'aides. »

La troisième partie aborde les freins qui peuvent être rencontrés lors de la mise en œuvre d'une stratégie numérique, notamment la définition et la mise en œuvre de celle-ci, le financement et la montée en compétences sur les outils et les pratiques.

« *L'inclusion comprend aussi l'accessibilité, rappelle Jessy Reine Picard formatrice au sein de Dare Learning. Un travailleur handicapé ou une personne en situation d'illettrisme doivent être accompagnés.* »

Le numérique est avant tout un outil et Garlann Nizon souligne l'importance de « *donner du sens à la transformation numérique, de ne pas la subir mais de la prendre comme une opportunité et de la comprendre pour mieux l'intégrer.* »

Mickaël Ha-Sum alerte les entreprises sur le choix du prestataire qui effectuera le travail autour des sites. « *Il faut prendre le temps de bien choisir le prestataire, car nous voyons de nombreux projets dont le financement a été accepté, mais qui n'aboutissent pas car le prestataire est défaillant.* »

La société a créé la fracture numérique

GrEs
Mardi 06/12
30 points - Revision
en ligne

Missions:

ACCES





**PROPOSITIONS
ISSUES DES
ATELIERS ET DES
TABLES RONDES**

PASS NUMÉRIQUE

Le pass numérique est un financement sous forme de chèques qui permet de financer des formations gratuites pour les citoyennes et les citoyens.

Le système évolue vers davantage de structuration. Il est centré sur les compétences clés au lieu de proposer quelque chose à la carte. Demain, il sera articulé autour de Pix avec la mise en place d'un titre en ligne ; il y aura plus de clarté sur les lieux, une augmentation du nombre de prescripteurs, incluant les EPCI. Un financement par le privé est souhaitable. En parallèle, il faut permettre au plus grand nombre d'acquérir du matériel.

OUTILS D'INCLUSIONS PÉI

Il faut adapter les outils au plurilinguisme existant à La Réunion, ainsi qu'aux questions d'illettrisme. Il y a une crainte de l'outil informatique. Si l'utilisation de la langue créole est efficace, il faut veiller à ce que le niveau de langue

reste accessible. Le volet culturel et linguistique n'est pas toujours abordé. Il faut une enquête de terrain pour identifier les personnes et les lieux où elles vivent afin d'adapter la communication au plus près de leurs besoins.

Il faut donner une plus grande visibilité aux outils via la traduction et la simplification. Il faut former les personnels, les doter d'un lexique des langues présentes à La Réunion. Reste que c'est un grand travail et qu'il faut le financer.

CARTOGRAPHIE DES FINANCEMENTS

Un des principes est : vous avez numérisé, formez maintenant !

Il faut rendre visible les sources de financement. Un portail unique va synthétiser tous les financements sur les actions et projets. Il faut aussi en diversifier les sources. Face aux appels à projets, les

associations ont intérêt à mutualiser leurs moyens. Une banque reste un partenaire, y compris sur le conseil. Certaines proposent des plateformes d'aide.

France Active Réunion accompagne également les porteuses et porteurs de projets, via des prêts.

Le financement participatif est aussi une voie possible avec PocPoc, une plateforme locale. Il y a un équilibre entre la nécessité de contrôle et le financement.

Les solutions existent mais il est parfois difficile de les trouver.

COOPÉRATION RÉGIONALE

Comment accompagner l'inclusion dans le bassin de l'océan Indien ? Dans le département de La Réunion, on a des compétences.

Il manque des instances de coordination de l'océan Indien Deux fonds de financement peuvent être mobilisés : le Fonds de coopération

régional et la cellule interrégionale du FSE. Cette cellule place la qualification du projet avant la date de départ. On peut mettre ça au service d'un portail de partage, un dispositif de certifications et de badges. La question de la connectivité et de l'accès aux équipements

se pose. Il y a un projet pilote de coopération entre La Réunion et Maurice.

En juin 2023, Solidar-num lance la société d'entraide franco-mauricienne.

L'idée, c'est de partager ce qui a fonctionné, mais également ce qui a échoué.

UTILITÉ ET VISIBILITÉ DES STRUCTURES DE MÉDIATION

Il existe une multitude d'outils existants (cartographies et annuaires), mais les intermédiaires restent le meilleur moyen de faire connaître les actions. Il y a une disparité des publics. Les besoins évoluent.

Comment adapter les données à l'itinéraire ? Faut-il développer une offre mobile, comme celle des camions numériques ? La communication traditionnelle reste une valeur sûre ; établir un dialogue constant avec les structures publiques est une règle, de même qu'entretenir le réseau et partager les bonnes pratiques.

RÉSEAU FRANCE SERVICES

Il existe un maillage de proximité et de qualité, indispensable en complément des implantations de partenaires, des ateliers de coopération France services partenaires, un appui important dans l'appui aux demandes numériques. 87 % des demandes auprès des finances publiques sont traitées par les conseillères et conseillers France services. Les agents

ont le talent pour faire passer une personne d'une demande de réponse sur les impôts à l'acceptation d'une formation au numérique.

Il faut renforcer la collaboration au sein du réseau, bien intégrer les nouvelles structures, organiser le retour d'expérience, travailler de manière transversale, accompagner les petits professionnels.

CERTIFICATION, LABELLISATION

L'atelier a été organisé via quatre mini ateliers : mini conférences, Pecha Kucha, World café et synthèse. Le débat open badges - certification a permis de présenter ces deux approches.

L'open badge rend visible les compétences formelles et informelles. La certification marque des compétences reconnues dans les métiers. Ce sont deux outils complémentaires.

BASE NUMÉRIQUE DU PATRIMOINE

Cette année, le cahier des charges pour une base numérique du patrimoine a été posé. Le portail culturel est vecteur de patrimoine : outil performant, d'initiation et populaire. L'outil doit être participatif.

Quatre enjeux : constituer une source de conservation, sauvegarder un patrimoine et compléter les outils, structurer du contenu,

fournir des outils de transmission. Dans cet objectif, Solidarnum a répondu le 5 décembre 2022 à un Appel à Projets national « Numérisation du Patrimoine et de l'Architecture » émanant de la Banque des Territoires dans le cadre du Plan d'Investissement d'Avenir « Stratégie d'accélération pour l'innovation de la filière des industries culturelles et créatives (ICC) ».

INCLUSION NUMÉRIQUE ET HANDICAPS

Il n'y a pas d'inclusion numérique sans accessibilité. Le coupable, c'est le concepteur, pas l'utilisateur. L'inclusion, c'est adapter le personnel à l'outil et l'accessibilité ; c'est mener vers l'autonomie. Le covid a imposé de s'adapter. Aujourd'hui, il faut simplifier la langue. Il faut aussi faire appliquer les textes de loi avant de créer de nouvelles lois. Suivre le référentiel RG2A (règlement général de l'amélioration à l'accessibilité) prévoit 20 000 euros d'amendes, mais il n'y a pas d'autorité de contrôle.

INCLUSION ET TRANSITION REGARDS CROISÉS

L'inclusion numérique concerne aussi les professionnelles et les professionnels. Le Covid a amené à une adaptation via Francenum.gouv. Le changement est porteur de stress, il faut travailler sur l'humain, lui donner un sens.

La transition est porteuse d'opportunités, pas seulement de risques. Il y a des usages du numérique à gagner pour les entreprises.

INCLUSION NUMÉRIQUE ET TRANSITION CHEZ LES PROFESSIONNELS

Le numérique est un atout de compétitivité pour les professionnels, à condition de définir une stratégie numérique. Les acteurs publics et privés doivent être encouragés à poursuivre leurs initiatives pour expliquer, accompagner et simplifier encore la transformation numérique.

TIERS-LIEUX

Il est difficile de définir les tiers-lieux, mais c'est le signe d'une grande diversité. Il faut les structurer et impliquer le secteur privé.

C'est un monde permettant la création d'emplois, la valorisation des filières, l'accessibilité. Le financement de ces structures reste la question clé.

CONSEIL NATIONAL DE LA REFONDATION NUMÉRIQUE

Lancé en novembre 2022, le Conseil National de la Refondation dispose d'un volet numérique sur lequel La Mednum et Solidarnum seront rapporteurs sur leurs échelles géographiques respectives.

C'est l'annonce surprise de la clôture du NEC 2022. Guilhem Pradalié, directeur général de La Mednum a présenté le Conseil National de la Refondation, volet numérique, dans lequel sa coopérative rapportera les discussions autour du numérique du quotidien. Le hub Ultra Numérique, porté par Solidarnum, cofondateur et adhérent de La Mednum, organisera la concertation à La Réunion mi-janvier 2023.

« *Le numérique du quotidien est le numérique accessible à tous et toutes, explique Guilhem Pradalié. Il est organisé en trois thèmes : l'inclusion numérique, la modification du travail et l'apaisement de l'espace public en ligne (cybersécurité, fake news). La partie qui nous concerne est celle de l'inclusion.* »

À l'issue de la concertation, en mars le Conseil National de la Refondation devra confier au ministre Jean-Noël Barrot une feuille de route très complète pour jalonner des actions jusqu'en 2027. Fin septembre 2022, à Lens, lors du NEC national, le ministre a an-



noncé la relance de la médiation numérique. « *Le rôle de rapporteur général nous impose de travailler avec le responsable de la concertation,* précise Guilhem Pradalié. *Nous le connaissons tous ici, puisqu'il s'agit de Société Numérique (Agence de la Cohésion Nationale des Territoires). Nous devons suivre l'écriture des différents livrables qui devront être rédigés.* »

La feuille de route a été construite sur quatre axes : gouvernance, parcours, formation et évaluation des politiques. « *Il y a un travail à mener autour des métiers de la médiation numérique* », explique Guilhem Pradalié. Il y aura trois niveaux de contributions afin que chacune et chacun puisse participer.

Il y aura des réunions au niveau national, avec les associations d'élus et élus de collectivités ou de citoyennes et citoyens.

Les hubs, comme celui porté par Solidarnum, ont été missionnés pour mener des concertations de territoires autour d'un kit avec l'aide des équipes de la préfecture. Il y aura enfin une plateforme pour des contributions libres sur un ou plusieurs axes.

« *Ces contributions seront extrêmement importantes, toutes les voix sont à entendre* », explique Guilhem Pradalié. Les contributions s'achèveront en février. Un des objectifs de la concertation est également d'impliquer davantage les acteurs du privé dans la démarche.

Vous avez des idées ?
À vos claviers !

Une concertation locale organisée par Solidarnum

LE NEC EN IMAGES

Le groupe de musique Lyto-bert met l'ambiance !



Un travail sérieux se fait toujours avec une touche de fantaisie, photos souvenirs fun pour immortaliser l'instant.





5ÈME ÉDITION



Le gâteau d'anniversaire des cinq ans du NEC !

Une petite surprise de la Kaz Fanmbrik



6 et 7 décembre 2022
MOCA de SAINT-DENIS

5ÈME ÉDITION

Amérique :
économique et social ?



NEC
974



ELLES ET ILS SONT INTERVENUS DURANT CE NEC

Samuel ABLANCOURT
Yannick ACCOT
Lori ALIBERT
Sophie ARZAL
Stéphan AUBERT
Denise BABAS
Clémentine BAILLE
Tonio BARACCHINI
Ericka BAREIGTS
Bernadette BAZALINE
Florent BENAMEUR
Jimmy BERFROI
Charly BLARD
Yannick BOYER
Constance BRAVAIS
Héléna BURGLOHNER
Sandra CARPAYE
Joaquin CESTER
Thierry CLICHET
Laurence DALLEAU
Fabien DEGIEUX
Brice DELIRY
Thierry DONADIO
Nadia DRULA
Françoise DUCHEMANN
Marika DUGAIN
Émilie ELIZEON
Dany FANTINO
Céline FAYARD
Léna FELIX
Keisha FICHORA
Cathy FONTAINE
Paul FORCINA
Luc GIGORD
Patrick GOORNADEN
Kévin GOUBAULT

Mickaël HA-SUM
Nathalie HOARAU
Véronique HOAREAU
Léo KICHÉNASSAMY-
ALLAMELOU
Amélia LAKRAFI
Yoann LE CAM
Alain LE GERNIC
Mickaël MAILLOT
Samuel MARIANNE
Sébastien MAS
Cécile MELBY
Daniel MEMBRIVES
Marcel MISSLIN
Nadine MONTAGNON
Laurent MORTELETTE
Fabrice NICOL
Garlann NIZON
Normane OMARJEE
Jean-Philippe PAYET
Annabelle PERMALNAÏCK
Mahéva PERMALNAÏCK
Jessy Reine PICARD
Bruno PICHON
Jérôme PIERRE-LOUIS
Christophe PORLIER
Jean-Pierre POTHIER
Guilhem PRADALIÉ
Vola RALAMBONDRAINY
Roger RAMCHETTY
Pierre REYNAUD
Jimmy RIVIÈRE
Yohann RIVIÈRE
Cyltric ROBERT
Didier ROUCOUMANY
Hélène ROUGEAU

Marie-Joëlle ROUSSEL
Anaël SAUGER PANCHOO
Olivier SÉBASTIEN
Noëlle SEGA
Sonia SERRA
Béatrice SERY
Tanguy SEVAT-DENUET
Keimal SINGA
Régis SIOUNANDAN
Hermann SAMBENOUN
Jean-Jacques TOMASINI
Davy VALLÉE
Myriame VAN LEDE
Audrey VIRIN
Graziella ZITTE

PROGRAMME

MARDI 6 DÉCEMBRE 2022

En présentiel au MOCA (Montgaillard Culture et Art) et en distanciel

9h00 – 12h00 Premier regroupement régional
des Conseillers numériques France Services

14h00 – 15h00 Ouverture officielle

15h00 – 15h15 Intervention de la Région Réunion
· Feuille de route de l'inclusion numérique

15h30 – 17h00 Ateliers
· Inclusion numérique et coopération régionale
· Pass numériques : comment mobiliser les commanditaires ?
· Développement d'outils péi d'inclusion numérique à l'usage des médiateurs

Table ronde
La Réunion des tiers-lieux

MERCREDI 7 DÉCEMBRE 2022

En présentiel au MOCA (Montgaillard Culture et Art) et en distanciel

9h00 – 10h30 Ateliers et tables rondes
· Cartographie des financements par les financeurs
· Utilité de la visibilité du réseau des structures d'inclusion
· Inclusion et transition numériques chez les professionnels
· Base numérique du patrimoine

10h45 – 12h15 Ateliers et tables rondes
· Réseau des France services à La Réunion
· Inclusion numérique et handicaps : l'évolution
· Apports des travailleurs sociaux et des services publics aux bénéficiaires
· Certification, labellisation et valorisation des compétences

13h30 – 15h30 Restitutions

15h45 – 16h45 Discours de clôture

Les chiffres clés

Définitifs

Fréquentation sur deux jours

Inscrits
Présentiel : 237
Distanciel : 61

Visiteurs uniques
Présentiel : 211
Distanciel : 58

Répartition par jour

6 décembre
Présentiel : 157
Distanciel : 37

7 décembre
Présentiel : 135
Distanciel : 54

Déroulé

Allocutions d'ouverture et de clôture avec 15 intervenants uniques
1 conférence - 1 séminaire professionnel - 7 tables rondes - 5 ateliers
63 animateurs et participants

CRÉDITS

Auteur : Nicolas Bonin, 8000 Mondes

Relecture : Cécile Jeancolas

Photographie : Arnaud Maunier

Mise en page et infographies : 8000 Mondes

Design graphique : Ce carnet s'inspire du kit graphique mis à disposition par le Programme Société Numérique de l'ANCT

Un grand merci à l'équipe de Solidarnum et du Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement de La Réunion pour leur collaboration tout au long de la conception de ce carnet.

Ce document a été financé par le Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement de La Réunion

CC BY-SA - <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/2.0/fr/>



Note à l'attention du lecteur et de la lectrice

Dans ce carnet, nous avons décidé d'adopter les principes de l'écriture inclusive. Par ce choix, nous voulons montrer qu'en utilisant cette forme rédactionnelle, il est possible de contenir les stéréotypes de genre, d'assurer une meilleure représentation des femmes dans la langue et d'éviter leur enfermement dans un répertoire restreint de rôles et de situations, limitant de fait leurs possibilités d'être et d'agir. Nous sommes conscients et conscientes que certains marqueurs typographiques de l'écriture inclusive, comme le point médian, peuvent perturber la lecture, notamment pour : les personnes dyslexiques, les personnes aveugles ou malvoyantes utilisant des logiciels de synthèse vocale, ou les personnes en apprentissage ou en difficulté avec la langue écrite.

De ce fait, nous avons fait le choix d'employer les doublets (« les citoyens et les citoyennes »), de favoriser le recours aux noms de métiers ou titres au féminin (en privilégiant les mots historiques comme « autrice » et « chercheure » plutôt que les néologismes « auteure » et « chercheuse ») et d'adopter une règle longtemps en vigueur en français : l'accord de proximité (« toutes celles et ceux » ; « les articles et tribunes publiées »).

Pour arrêter ces choix typographiques, nous sommes notamment inspirées de la charte publiée par la revue féministe La Déferlante².

2 Voir : https://revueladeferlante.fr/wp-content/uploads/2021/02/ladeferlante_orthotypo.pdf

NEC

La Réunion

LES CARNETS NEC LOCAUX

« L'inclusion numérique : levier économique, culturel et social ? »

En 2022, l'événement **Numérique en Commun[s]** La Réunion a été organisé par l'association Solidarnum pour la cinquième fois consécutive.

Créé par la volonté de ses fondatrices et fondateurs de faire accéder plus facilement la citoyenne et le citoyen aux services numériques qui lui sont de plus en plus proposés par le secteur public et privé, Solidarnum est un acteur incontournable de l'inclusion numérique sur l'île de La Réunion.

Porteuse du Hub Ultra Numérique, hub territorial pour un numérique inclusif des territoires ultramarins, l'association se fixe comme objectifs le développement numérique harmonieux des territoires de La Réunion et de la zone sud de l'océan Indien mais également la réduction de la fracture numérique touchant certaines couches sociales ou géographiques de la population ainsi que la mise en réseau des actrices et acteurs du numérique animant des actions ou propo-

sant des services éco-citoyens et solidaires.

Deux jours durant, au sein des différents espaces du centre de conférences du MOCA de la ville de Saint-Denis, mais également en distanciel (conférences /tables-rondes diffusées en direct vidéo), le NEC 974 a permis de réunir l'ensemble des forces réunionnaises qui se mobilisent contre les différentes formes d'exclusions numériques.

Ce NEC 974 a aussi su présenter un panorama complet des dispositifs et outils existant pour lutter contre ces problématiques, sur l'île comme en métropole, livrer des témoignages sur d'autres territoires qui travaillent sur ces sujets, cartographier les financements existants, mais surtout, faire réseau afin d'agir de manière plus efficace pour un numérique d'intérêt général réunionnais !

@NumeriqueEnCommuns 

@NumEnCommuns 

